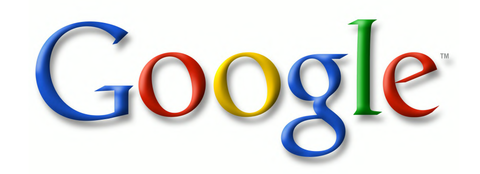
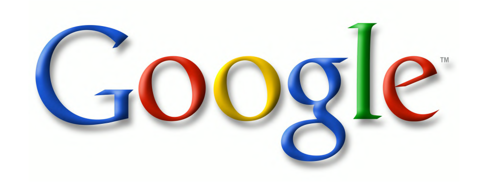
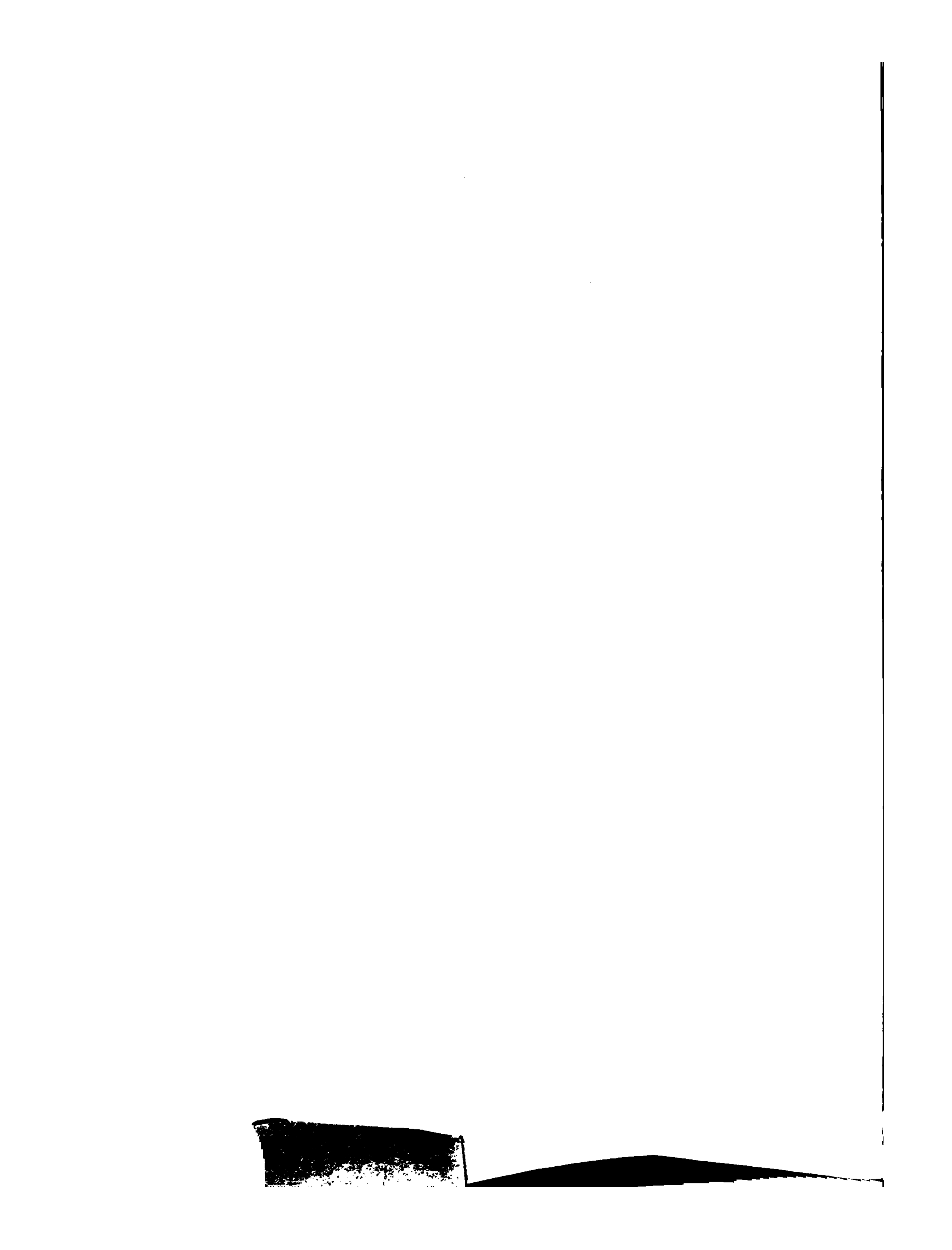












LA
QUESTION MACÉDONIENNE

ÉTAT ACTUEL — SOLUTION

PAR

ÉDOUARD ENGELHARDT
Ministre plénipotentiaire
Membre de l'Institut de droit international

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunie
F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS
Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée
20, RUE SOUFFLOT (5e ARRt), PARIS

1906

LA
QUESTION MACÉDONIENNE

LA

QUESTION MACÉDONIENNE

ÉTAT ACTUEL – SOLUTION

PAR

ÉDOUARD ENGELHARDT
Ministre plénipotentiaire
Membre de l'Institut de droit international

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5e ARRt), PARIS

1906

PRÉFACE

Aussi divisés par les compétitions de races que par les dissidences religieuses, Grecs et Slaves de l'Europe orientale rivalisent entre eux de méfiance, de jalousie et de haine ; ils sont réellement en état de guerre et pour le présent du moins leurs prétentions inconciliables paraissent irréductibles.

En cet antagonisme radical, persistant, bénéfice assuré à l'adversaire commun, réside la difficulté essentielle du règlement de la question balkanique, c'est-à-dire de la solution d'un problème déjà compliqué en lui-même par les incompatibilités intimes des éléments turc et chrétien.

Or j'estime et je voudrais entreprendre de démontrer que règlement et solution ne sauraient être utilement recherchés en dehors d'une *entente directe* entre les trois Etats péninsulaires auxquels les populations macédoniennes se rattachent respectivement par les liens de la nationalité, de la foi et des traditions historiques.

En développant cette thèse dans les études qui com-

posent ce volume (1) et en l'envisageant surtout dans sa portée pratique je me suis appliqué à déterminer par conjecture, mais sur un ensemble de données acquises, les bases approximatives de l'accord éventuel qui présiderait à la répartition des *sphères d'influence* grecque, serbe et bulgare dans les trois provinces convoitées de Salonique, de Monastir et de Cossovo.

(1) Ces études sont la reproduction plus méthodique de quatre articles successivement parus dans la *Revue générale de droit international public* au cours des années 1905 et 1906.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION MACÉDONIENNE

---

§ I

Passé historique des Grecs et des Slaves de la péninsule balkanique. — Leur identification religieuse et nationale sous la suprématie à la fois confessionnelle et civile du patriarcat œcuménique. — Hégémonie hellénique. — Emancipation politique des Serbes danubiens. — Shisme bulgare. — Création de la Bulgarie autonome. — Annexion de la Roumélie orientale. — Réaction de l'hellénisme.

L'hellénisme byzantin a survécu à la chute de l'empire dix fois séculaire qu'il avait pénétré de son esprit et de sa civilisation.

Epargnés par la conquête musulmane dans leur religion et dans leur langue, les Grecs, grâce à cette tolérance, se sont transmis de génération en génération les traditions d'un grand passé. Le patriarcat et l'école ont été pendant les longs siècles de servitude les symboles vivants de la patrie perdue.

Ce n'est toutefois que vers la fin du XVIIIe siècle

que cette persévérante unité morale a pris corps pour se manifester sur la scène politique.

Les circonstances semblaient alors favorables à ses entreprises.

La monarchie d'Osman était en pleine décadence : les Phanariotes formaient un parti puissant à Constantinople ; ils régnaient en maîtres dans les Principautés danubiennes et toutes les éparchies de la péninsule balkanique leur appartenaient.

Quant aux Slaves ottomans, Bulgares aussi bien que Serbes, ils ne comptaient plus guère comme nations depuis que le patriarcat, passant sur eux son niveau, avait réussi à les dépouiller des seules autonomies dont ils étaient restés en possession pendant plus de trois siècles dans le domaine de l'enseignement et de l'organisation ecclésiastique. On ne voyait plus en eux que des chrétiens courbés sous la même loi despotique, relevant comme les Grecs d'une même confession et représentés comme eux par un même chef spirituel au siège de l'Empire.

Cette identification des groupes divers, composant en grande majorité la classe des raïas, répondait aux vues d'un gouvernement théocratique qui, ne faisant acception que des croyances et des cultes de ses sujets, affectait d'ignorer les races des vaincus et proscrivait jusqu'aux dénominations qui pouvaient entretenir le souvenir de leurs antécédents historiques.

Le patriarcat secondait efficacement le divan dans une politique d'unification qui grandissait son rôle et son autorité. Il n'avait pas seulement conservé après

la ruine de Byzance les attributions qu'il exerçait sous les empereurs grecs; un Bérat de Mahomet II lui avait concédé de nouveaux droits, même dans l'ordre civil et, véritable représentant d'un Etat dans l'Etat, le chef de l'église orthodoxe disposait pour ainsi dire sans contrôle de l'honneur, de la fortune, de la liberté individuelle, de la liberté de conscience et de l'instruction de ses ressortissants. Les fonctionnaires ottomans étaient même tenus de lui prêter main-forte pour assurer l'exécution de ses volontés (1).

C'est armé de privilèges aussi étendus, que le pouvoir œcuménique fit prévaloir sa suprématie dans tous les diocèses des Balkans et qu'il parvint à la longue à y implanter l'hellénisme dont il perpétuait la tradition. Substitution graduelle du clergé grec au clergé indigène (2), suppression des sièges épiscopaux encore indépendants, fermeture des écoles bulgares, serbes et valaques, enseignement exclusif de la langue grecque, tels furent les moyens par lesquels s'accomplit au cours des siècles ce travail de nivellement qui permit à l'orthodoxie byzantine de marquer d'une même empreinte et pour ainsi de dénationaliser des peuples d'origine, de culture, d'éducation et de caractères différents.

Il advint même à une certaine époque que les « intel-

(1) Exposé du ministre des affaires étrangères du Sultan en 1855.

(2) En 1770 notamment la Porte exila au mont Athos sept évêques bulgares qui furent remplacés par des prélats d'origine grecque.

lectuels » bulgares adoptèrent le grec comme langue usuelle tout en favorisant eux-mêmes la création de collèges d'où leur langue était exclue, témoignage particulièrement suggestif d'un *processus* de pénétration dont l'histoire des nationalités soumises nous offre de nombreux exemples.

Ainsi, en Moldo-Valachie, sous le règne des Princes phanariotes, le grec était en honneur et le roumain dédaigné. La Suède avait imposé son idiome en Finlande. L'allemand remplaçait en Hongrie le magyar qui, au temps de la centralisation autrichienne, ne se parlait plus que dans les campagnes. Il dominait également en Bohême sous le même régime.

En général, remarquons-le incidemment, la renaissance du dialecte originel au sein des nationalités conquises a précédé le réveil du sentiment ethnique et préparé le triomphe de l'idée de patrie. En Bulgarie, comme on le verra, les premiers symptômes de réaction libératrice se sont moins accusé dans la littérature que dans la sphère des intérêts religieux.

Notons aussi, et c'est justice de le reconnaître, que, indépendamment de la propagation de sa langue, le prosélytisme grec en pays macédonien y a exercé une influence bienfaisante dans l'ordre intellectuel et social. Avec son autorité historique et son organisation civile et religieuse il a été, notamment pour les Bulgares, ignorants et grossiers à l'époque de leur incorporation à l'Empire ottoman, comme le moule dans lequel se sont développées leurs qualités natives, réalisant ainsi dans ce milieu restreint une œuvre civi-

lisatrice analogue à celle de l'Eglise catholique au sein des sociétés barbares du moyen âge.

Entretenu et de plus en plus conscient de sa force par l'effet même d'une possession d'état plusieurs fois séculaire, l'hellénisme avait jeté des racines si profondes dans l'orthodoxie orientale qu'en plein XIXe siècle, au lendemain de la guerre de Crimée, le patriarcat, par la bouche de ses interprètes officieux, crut pouvoir protester en ces termes contre la suppression projetée par la Porte de certaines immunités jugées par lui intangibles: « Le gouvernement turc tend à détruire une institution *grecque* qui peut devenir le plus solide rempart contre l'invasion du panslavisme. L'église orthodoxe (c'est-à-dire, notons-le, la presque totalité des chrétiens ottomans) a une nationalité reconnue; elle est *grecque*. Son origine, sa langue, ses traditions, la série des grands hommes qui l'ont illustrée, la mission que cette Eglise a eu à remplir après la conquête au milieu des populations assujetties, tous ces faits démontrent qu'elle a été, qu'elle devait être, *qu'elle est entièrement grecque* ».

C'est ainsi qu'à l'issue du XVIIIe siècle, alors qu'à Athènes et dans les îles de l'Archipel s'avivaient de plus en plus les espérances nationales, les Hétairistes dans leurs rêves ambitieux considéraient les Slaves ottomans comme « des frères barbares » appelés « à se grouper » un jour sous l'hégémonie hellénique.

Ce fut cependant l'un des deux « groupes » de ces « frères barbares » qui se signala le premier dans la voie de l'émancipation.

En 1804 et en 1815, à la suite de deux insurrections victorieuses, les Serbes se constituèrent en État autonome et lorsqu'après l'affranchissement de la Morée et des provinces supérieures, l'hellénisme s'avisa de leur représenter ses titres anciens et nouveaux à l'héritage ottoman, « nos ancêtres, comme vos ancêtres, répondirent-ils non sans audace aux descendants byzantins, ont exercé l'empire sur les territoires des peuples auxquels vous aspirez à imposer vos lois, et si vous mesurez les droits que vous confère un passé encore récent à l'héroïsme des luttes qui vous ont soustraits à la domination musulmane, notre actif de gloire et de succès ne le cède point au vôtre, car, sans oublier que nous sommes vos devanciers dans l'œuvre de l'indépendance nationale, notre seconde et véritable délivrance nous l'avons réalisée par nos seules forces, tandis que de grands États ont mis au service de votre cause leurs flottes, leur argent et leurs généraux » (1).

De leur côté, les Bulgares, moins hellénisés dans les campagnes que dans les centres où résidaient les évêques phanariotes et les pachas, s'étaient réveillés à la voix des apôtres patriotes qui, dans les premières années du XIXe siècle, prêchaient la restauration de l'ancienne hiérarchie ecclésiastique nationale et dénonçaient le haut clergé grec comme l'instrument le plus actif de l'oppression musulmane.

(1) Extrait de l'historique d'un journal, organe de l'Omladina serbe.

C'est ce dernier joug que le principal groupe slave tenta de secouer.

Il y réussit, préludant par la décentralisation religieuse au relèvement de sa condition politique.

De ce moment la question bulgare apparaissait comme un rejeton sur la tige déjà puissante qui avait donné naissance à la Serbie et à la Grèce modernes.

« Tout problème religieux qui s'agite dans les pays occupés par les Ottomans, écrivait alors un ardent philhellène (M. Burnouf), devient en quelque sorte athénien ; toute solution fâcheuse est une atteinte portée à la Grèce indépendante. L'émancipation religieuse des Bulgares est une solution fâcheuse ; elle rompt avec l'avenir de la nation hellène ; elle l'amoindrit ; elle lui ôte un de ses secours dans les luttes futures ; *elle est une trahison de la cause hellénique* ».

Or, dans la dernière phase de l'instance qui avait abouti au rétablissement de l'antique église d'Ochrida et de Tirnovo, les Bulgares s'étaient donné un gouvernement occulte dont les agissements entretenaient l'esprit de révolte au sein des populations balkaniques.

En 1875, les Slaves chrétiens de l'Herzégovine et de la Bosnie se soulevèrent et l'autorité du Sultan fut bientôt mise en échec dans toute la région serbe de la péninsule.

En cette grave conjoncture l'idée se fit jour d'une entente internationale qui érigerait les deux pro-

vinces rebelles en une principauté pourvue des mêmes droits que les principautés danubiennes.

Si peu sérieux que fut ce projet, il apparut à Athènes comme une nouvelle menace du slavisme oriental, et « un vétéran de la guerre de l'indépendance », dont la presse parisienne reproduisit la protestation, interpréta ainsi les griefs de ses compatriotes : « les insurgés et leurs complices se croient les facteurs principaux de la question d'Orient. Ce rôle n'incombe qu'aux vrais Grecs de Byzance, c'est-à-dire aux Hellènes de la Grèce et aux Grecs de la Roumélie, de l'Anatolie et de la Crète. Les *Slaves-Grecs* ont compromis la sainte cause ; les fils de Byzance ont seuls le droit d'en poursuivre le triomphe ».

Et, de fait, en maintes localités de la Macédoine l'on vit de nombreux volontaires grecs s'enrôler dans les rangs des irréguliers ottomans et partir en guerre avec eux contre leurs propres coreligionnaires.

A ce moment, la Russie, déjà tenue en suspicion depuis le schisme bulgare, allait entrer en scène et exposer l'hellénisme à de plus rudes atteintes.

Si l'émancipation éventuelle des Bosniaques avait suscité dans le milieu grec de vives susceptibilités, que d'appréhensions ne durent point y causer les événements de l'année 1877 qui mirent les Etats européens du Sultan à la discrétion du Tsar !

Ne fallait-il pas, se disait-on, opposer à temps une digue à la marée montante du slavisme, c'est-à dire occuper *au nom de l'équilibre balkanique* telle province

turque limitrophe que l'on garderait comme gage jusqu'à son incorporation au royaume hellénique ?

Et tel fut en effet le but de l'incursion que tenta le général Soutzo sur le territoire voisin, même avant que le traité de San Stefano n'eut fait de la Bulgarie une Principauté tributaire.

L'Angleterre, la France et l'Italie durent intervenir auprès du Cabinet d'Athènes pour réprimer ses ardeurs belliqueuses.

Mêmes incidents à huit ans d'intervalle, lorsqu'il fut évident que les grandes puissances consentiraient à l'annexion de la Roumélie orientale à l'Etat bulgare.

Le cas toutefois eut pour la Grèce de plus graves conséquences. Le ministère Tricoupi voulait et préparait l'envahissement de l'Epire, et ses dispositions étaient déjà prises à cette fin, lorsqu'un blocus international le réduisit à l'impuissance.

N'est-on pas déjà édifié par ces exemples sur la nature des complications qui suivraient inévitablement l'autonomie macédonienne, si elle se réalisait dès à présent telle que les nationalistes représentés par les comitadjis la conçoivent ? La transformation immédiate des vilayets rouméliotes en « une seconde Roumélie orientale » ne provoquerait-elle pas les mêmes réactions extérieures que la révolution de Philippopoli ?

Il est d'autant moins permis d'en douter qu'un autre facteur, dont les aspirations et les vues sont

analogues à celles de la Grèce, s'associerait à coup sûr à son soulèvement.

Je veux parler de la Serbie.

§ 2

Antagonisme des Serbes et des Bulgares.

Les Serbes, depuis qu'ils avaient conquis le *self-government*, considéraient les Bulgares comme des frères cadets qui, livrés un jour à eux-mêmes, suivraient le sillage de leurs aînés, identifiant plus ou moins leur cause à la leur comme aux temps de leur antique union à l'Empire Serbe des Nemanitch, c'est-à dire qu'à Belgrade les Slaves de Roumélie prêtaient aux mêmes espérances qu'à Athènes à l'époque de leur complète soumission au pouvoir ottoman.

Il devait arriver que les mêmes entreprises, qui avaient porté ombrage à l'hellénisme, troubleraient les relations des deux peuples voisins, car l'un d'eux avait aussi sa « grande idée » à laquelle il rattachait les destinées de l'autre.

L'annexion des Rouméliotes orientaux, qui en 1885 avait déterminé les Grecs aux représailles, mit effectivement aux prises les Serbes et les Bulgares déjà moralement et politiquement séparés par des frontières nouvelles depuis les traités de San Stefano et de Berlin.

Eux aussi étaient devenus des frères ennemis.

En ces dernières années sans doute une certaine détente s'est produite entre les deux gouvernements slaves ; mais les populations respectives sont restées hostiles et l'exarchat bulgare, notons-le, n'a pas peu contribué à leurs mutuelles antipathies en prétendant soumettre à sa juridiction les Serbes patriarchistes de la Vieille Serbie dont Belgrade est le centre naturel d'attraction.

De part et d'autre un banditisme s'est organisé qui porte la terreur dans les campagnes macédoniennes. Déjà, l'an dernier, un comité grec avait pris à tâche de recruter une sorte de contre-guerilla qui devait rendre aux Bulgares, persécuteurs des sujets grecs, œil pour œil, dent pour dent

Les Serbes danubiens n'ont pas manqué de venger par ce même moyen leurs congénères ottomans, et, comme les néoclephtes dans le vilayet de Salonique, des corps de heiduks exercent leurs violences jusque dans les parages de Cossovo.

§ 3

Maintien provisoire du *statu quo* territorial et réformes en Macédoine.

Tels sont, impartialement résumés, les faits saillants qui caractérisent les rapports passés et présents des peuples balkaniques et dont il est à peine besoin de dégager la leçon.

En 1870, un polémiste russe dont le nom se rattache

aux spéculations les plus osées du panslavisme militant, le général Fadeief, dans une brochure devenue célèbre, développait ce thème que les Slaves de Turquie n'étaient pas encore aptes à se gouverner eux-mêmes, qu'indépendants « ils retomberaient tôt ou tard dans un état pire que l'état actuel », qu'il leur fallait encore un maître qui présiderait à leurs groupements naturels tout en leur concédant une large autonomie dans leurs affaires intérieures.

Sans doute ce jugement intéressé n'a pas été absolument confirmé par l'expérience, en tant du moins qu'il s'applique à l'ensemble des Slaves orientaux.

Ne pouvaient-ils déjà en appeler, après quatre siècles du plus humiliant abaissement, les Serbes dont les chefs libérateurs savaient à peine signer leurs noms, et qui depuis un demi-siècle vivaient de leur vie propre sous un gouvernement régulier, quoiqu'il semblât que leur état social et intellectuel ne se prêtait pas encore à la liberté politique.

A leur exemple les Bulgares danubiens, non moins déprimés que leurs frères et voisins, eux qui pendant la même période de servitude « vivaient comme l'herbe qui pousse sous la pierre », n'ont-ils point aussi démontré leurs aptitudes à l'autonomie quoique devenus sans transition maîtres de leurs destinées ?

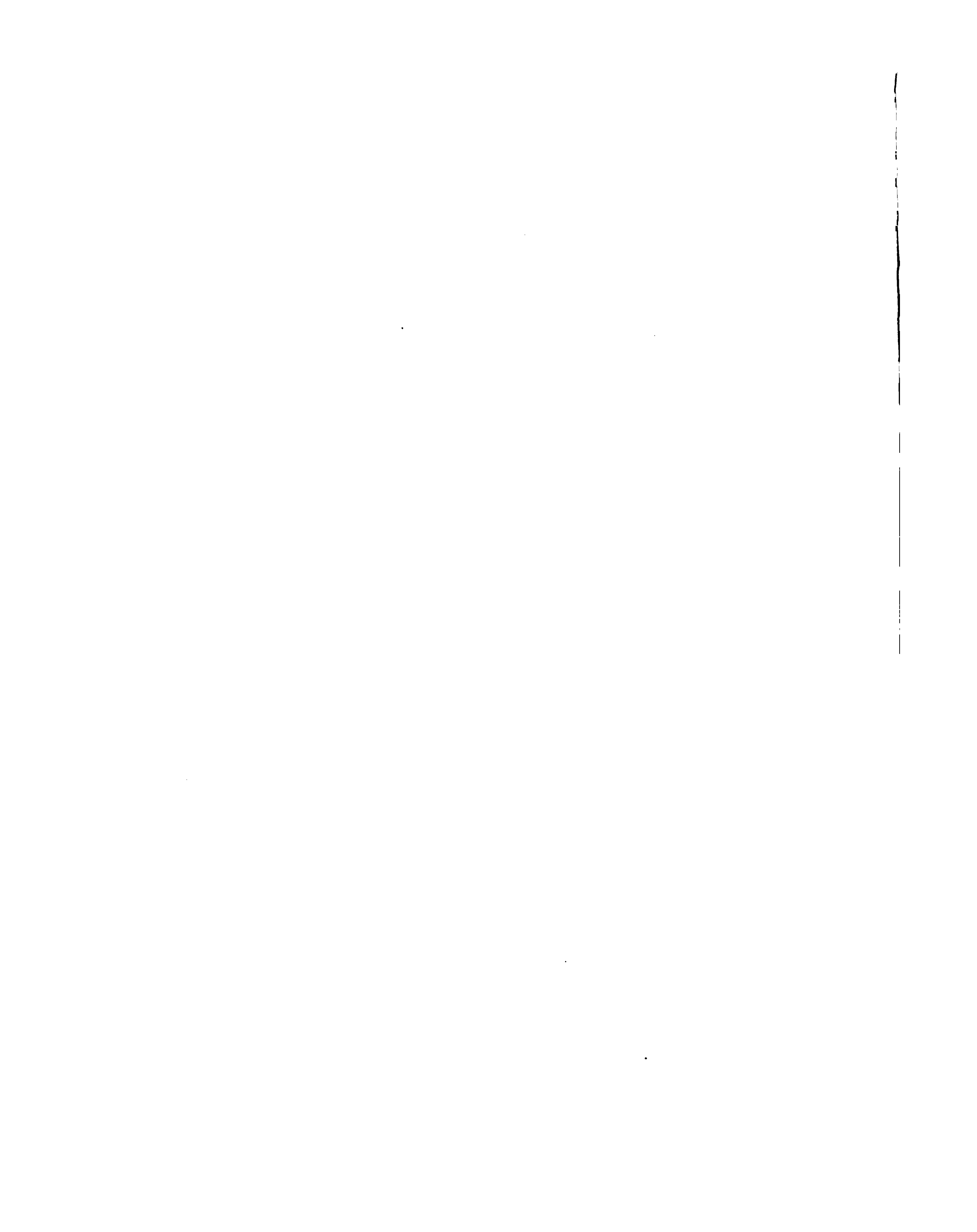
L'on n'en doit pas moins reconnaître que la situation particulière de la Macédoine, telle que je crois l'avoir fidèlement décrite, justifie pleinement le pronostic pessimiste du critique russe et que c'est une appréhension analogue à la sienne qui a inspiré le pro-

gramme des réformes dont les grandes puissances ont pris l'initiative en 1903.

Dans la prévision certaine des luttes intestines et des conflits extérieurs dont l'affranchissement des trois provinces ottomanes serait aujourd'hui le signal, ne convenait-il pas de pourvoir tout d'abord à leur amélioration sociale par une action diplomatique directe, mais sous les auspices de l'autorité territoriale elle-même, en attendant que s'accomplisse l'œuvre intérieure de conciliation et d'accommodement à laquelle leur existence nationale est subordonnée ?

Les conditions de cette entente sont assurément très complexes, et à quels sacrifices réciproques n'auraient point à se résoudre les membres du Conseil amphictyonique qui en aborderait l'examen !

Il importe de les définir.



SECONDE PARTIE

SOLUTION DE LA QUESTION MACÉDONIENNE

CHAPITRE PREMIER

§ 4

De l'autonomie de la Macédoine.

Le parti révolutionnaire bulgare, on le sait, a pour organes deux comités dirigeants dont l'un, siégeant à Sofia, projette l'annexion à la principauté des vilayets de Salonique, de Monastir et de Cossovo et dont l'autre qui s'intitule « l'organisation intérieure » et a pour devise « la Macédoine aux Macédoniens », aspire à l'émancipation des trois provinces ottomanes qui formeraient un Etat autonome et indépendant.

Son œuvre, on peut l'affirmer, est doublement funeste.

Par sa propagande terroriste dans les centres où l'hellénisme est en minorité, elle n'a pas seulement

pour effet d'aviver les rivalités nationales respectives. En guerre ouverte avec l'autorité territoriale et indirectement hostiles à l'action conciliante des puissances étrangères, les bandes insurrectionnelles qui infestent les contrées balkaniques entravent aussi par leurs menées les réformes destinées à garantir la sécurité et un bien-être relatif aux populations des campagnes généralement paisibles et laborieuses (1).

Aussi illogiques que malfaisantes dans leurs entreprises (2), peuvent-elles espérer jamais tenir en échec la force armée d'un gouvernement que les circonstances ont associé à une tâche civilisatrice *internationale*?

Avant d'aborder l'étude des conditions diverses de l'accord dont la solution du problème balkanique me paraît dépendre, je voudrais démontrer par voie de comparaison et tout en me référant à la conclusion des données historiques précédentes, que les deux programmes des *Comitadjis* sont également chiméri-

(1) On lit à ce sujet dans une note adressée en novembre 1905 par les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie aux cabinets de Sofia, de Belgrade et d'Athènes :

« Si les réformes n'ont pas donné tous les résultats qu'on en attendait, cette déception a pour causes, non seulement les atermoiements de la Porte, mais encore les rivalités des nationalités macédoniennes qui ont provoqué des conflits sanglants et des agressions criminelles contre les personnes et les biens des habitants pacifiques ».

(2) V. le manifeste du *Balkan Committee* de Londres du mois d'août 1905 où il est dit : « la continuation de cette guerre équivaut à un suicide ; elle éloigne les amis naturels des Bulgares macédoniens et fait désespérer de leur avenir ».

ques et que les moyens conçus pour les mettre en pratique ne peuvent que concourir au maintien du *statu quo* territorial actuel.

Reportons-nous aux années 1875 et 1876 en nous identifiant un instant avec la situation de la Bosnie et de l'Herzégovine dont les dissidences intérieures, considérées à un certain point de vue, n'étaient pas sans analogie avec celles qui divisent les populations macédoniennes.

Deux camps ennemis d'une importance numérique à peu près égale s'élevaient au sein de la famille yugo-slave voisine de la Serbie et du Montenegro, l'un composé de chrétiens renégats plus fanatiques que l'Osmanlis et l'autre représenté par des chrétiens orthodoxes non moins ardents dans leur foi traditionnelle.

Une minorité catholique se détachait de ce dernier groupe, tout en subissant comme lui la loi tyrannique des Musulmans ou pseudo-Turcs (1) qui, propriétaires privilégiés du sol, l'administraient plutôt en vassaux qu'en sujets.

Dépouillés en 1851 de leur droits féodaux, les beys bosniaques et herzégoviniens redoublèrent d'âpreté dans l'exploitation de leurs anciens serfs devenus fermiers et de là pour la classe inférieure une détresse dont l'histoire fournit peu d'exemples ; de là aussi ces soulèvements pour ainsi dire périodiques, ces explosions de haine et de désespoir qui faisaient dire au

(1) *Potourzi.*

C[te] Andrassy : « il n'est pas de contrée européenne où l'antagonisme entre la croix et le croissant prennent des formes plus acerbes qu'en Bosnie et en Herzégovine ; les chrétiens s'y sentent encore esclaves » (1).

Aussi lorsque dans la presse occidentale des voix s'élevèrent en faveur d'une entente qui doterait les deux provinces serbes d'une administration autonome, l'opinion prévalut et le Congrès de Berlin déclara que pour suppléer à l'impuissance notoire de l'autorité territoriale, un gouvernement étranger était seul capable de tenir tête aux rivalités irréductibles des populations et ce rôle fut confié à l'Autriche-Hongrie comme Etat limitrophe.

La cause de l'autonomie macédonienne est incomparablement plus ardue que celle de l'émancipation de la famille yugo-slave jugée par un verdict européen inapte à se régir elle-même.

Dans le centre balkanique où ils forment respectivement le tiers et les deux tiers de la population, les éléments turc et chrétien ne sont pas moins inconciliables que dans toute autre région de l'Empire ; ils éprouvent les uns pour les autres une répulsion intime et permanente.

Et tandis qu'en Bosnie et dans l'Herzégovine les dissidences entre chrétiens ont un caractère *exclusivement religieux* et ne séparent des Orthodoxes qu'un faible contingent de Catholiques, en Macédoine la discorde s'alimente surtout de compétitions de races,

(1) Note du 30 décembre 1875.

opposant les Grecs aux Slaves et, dans le groupe slave, les Bulgares aux Serbes.

Et comme les deux principales nationalités ennemies prétendent chacune à la supériorité numérique, on se figure sans peine l'intolérance et l'anarchie dont les trois vilayets péninsulaires offriraient le spectacle sous le régime d'un gouvernement autonome.

C'est dans cette prévision, je l'ai déjà constaté, que, sans engager l'avenir, les puissances appelées à intervenir en Macédoine ont décidé que les réformes dont cette partie des Etats du Sultan serait l'objet, ne modifieraient pas sa condition politique.

Observons d'ailleurs que la configuration même du pays ne se prête guère à la création d'un organisme social séparé et indépendant. Par l'enchevêtrement des montagnes du Pinde au Rhodope, les vallées intérieures, surtout celles du Nord-Ouest, manquent de grandes voies de communication entre elles et représentent un véritable échiquier.

Ce morcellement naturel explique les différences ethniques qui caractérisent un pays dont le nom même est devenu synonyme d'ensemble disparate.

Au milieu des nombreux groupements nationaux qui ont succédé de ces côtés à l'Empire d'Orient, la Macédoine proprement dite *n'a jamais formé un Etat.* Elle s'est toujours rattachée à un centre politique extérieur.

Quant à l'incorporation des trois provinces ottomanes à la Principauté voisine, elle équivaudrait à la restauration de la Grande Bulgarie du traité de San

Stefano dont la réduction à des limites plus normales a été précisément le but principal du Congrès de Berlin.

Il suffit d'ailleurs de se rappeler les violentes protestations et les représailles qui ont suivi la révolution de Philippopoli pour se convaincre que les Grecs et les Serbes indépendants ne se prêteront jamais à une transformation qui associerait intimement les destinées de tous leurs congénères macédoniens à celles de leurs rivaux et ennemis.

Et s'ils étaient réduits à choisir entre l'union de ces frères à l'Etat bulgare et le maintien de ceux-ci sous la sujétion ottomane, il n'est pas douteux qu'ils se prononceraient pour la seconde alternative.

On assisterait à une scène analogue à celle que décrivait ainsi l'historien Ducas : si, lors de la prise de Constantinople par les Turcs, un ange se fût montré aux Grecs et aux Catholiques réfugiés dans Aya Sofia et leur eût dit : « reconnaissez l'union des deux Eglises et je disperserai vos ennemis », les Grecs seraient restés sourds à cette voix et auraient préféré le joug ottoman (1).

(1) Cette citation est reproduite dans l'*Histoire de l'empire ottoman* par de Hammer.

§ 5

Dénombrement ethnographique, comme première condition de l'entente qui aurait pour objet la détermination des sphères d'influence des trois Etats limitrophes de la Macédoine.

Quel serait dès lors le but pratique du rapprochement auquel j'imaginais, en terminant mon exposé historique, qu'une sorte de *réunion amphictyonique* tenterait de préparer les voies? (1)

Il ne peut consister à mon sens que dans le partage des provinces macédoniennes entre les trois Etats limitrophes, c'est-à-dire, en tant qu'objectif actuel, dans la détermination des sphères d'influence que s'attribueraient réciproquement de ce côté des Balkans les gouvernements de Grèce, de Serbie et de Bulgarie.

Quels que soit d'ailleurs la forme et le caractère des négociations futures, on estimera sans doute que la première question à résoudre pour préciser le *cuique suum* est celle de l'évaluation et de la répartition des races comprises dans les trois vilayets de Salonique, de Monastir et de Cossovo.

Jusqu'en ces derniers temps, on le sait, aucun recensement officiel ne s'est opéré en Turquie et les nombreuses statistiques particulières recueillies par les ethnographes étrangers et indigènes accusent entre

(1) V. Ed. Engelhardt, *La Confédération balkanique* dans la *Revue d'histoire diplomatique* de 1891.

elles des différences telles qu'elles paraîtraient invraisemblables si l'on n'en connaissait les causes.

Je crois m'être suffisamment expliqué à ce sujet en constatant que, sous l'action combinée des pouvoirs politique et religieux, les distinctions de filiation généalogique s'étaient plus ou moins effacées au sein de la communauté spirituelle qui réunit la grande majorité des chrétiens de Turquie.

De là sans doute ces erreurs aujourd'hui manifestes de certains relevés courants où majorités et minorités sont souvent interverties (1), où même des groupes nationaux encore compacts sont simplement négligés, c'est-à-dire confondus dans des groupes d'une autre origine (2).

Il faut donc que la lumière se fasse sur l'ethnologie macédonienne et que l'enquête ouverte dans ce but offre toutes garanties d'indépendance et d'impartialité.

Cette opération préliminaire peut n'être pas d'une exactitude aussi rigoureuse que celle d'une vérification cadastrale. Il ne s'agit pas en effet, dans la prévision qu'elles soient un jour disponibles, d'attribuer les trois provinces balkaniques considérées comme un

(1) Pour les seuls vilayets de Salonique et de Monastir tel dénombrement évalue la population grecque au double de la population slave. D'après tel autre les Slaves seraient quatre fois plus nombreux que les Grecs.

(2) Par exemple, pour le vilayet de Cossovo qui englobe la Vieille Serbie, de récents tableaux ne donnent aucun chiffre pour les Serbes. Ceux-ci sont comptés comme Bulgares (Brancoff, *La Macédoine et sa population chrétienne*, 1905, p. 18.

bloc à la race prédominante, c'est-à-dire de leur appliquer dans sa brutalité le système majoritaire suivant lequel la moitié plus un absorbe la moitié moins un.

C'est un sectionnement des populations qu'il y a lieu d'établir d'après la distribution effective des unités ethniques, et à cette fin il importe avant tout de rassembler ces unités en circonscriptions locales plus ou moins homogènes en faisant en quelque sorte table rase des divisions arbitraires qui les ont séparées.

Si paradoxal que paraisse ce système, l'uniformité de régime par le moyen de morcellements administratifs, c'est-à-dire d'agrégats dissemblables et souvent hostiles, a toujours été le dernier mot de la politique intérieure des Turcs à l'égard des non-Musulmans et l'exemple des monarchies dont la composition présente quelque analogie avec la leur n'est certes pas de nature à la justifier.

Là, reconnaissons-le, le rapprochement des éléments disparates s'est fait sous l'influence d'une même loi de *justice* et d'*égalité*. Une telle communion était impossible dans un Empire où le conquérant était resté pour ainsi dire en état de guerre (*Djihad*) avec les peuples conquis, maintenant la supériorité de sa race asiatique sans changer le caractère théocratique de son gouvernement.

Le classement normal auquel il conviendrait de procéder dans les vilayets balkaniques aurait un précédent qui pourrait être mis à profit.

En 1878 la Commission européenne chargée d'orga-

niser la Roumélie Orientale en province autonome s'appliqua de prime abord à démêler les entités collectives dont étaient formées les agglomérations rurales et urbaines et elle créa d'après ce relevé de nouveaux districts électoraux où les trois nationalités musulmane, grecque et bulgare étaient plus équitablement représentées que dans les circonscriptions définies par la loi générale des vilayets.

C'est une réforme pareille que prévoit le 3e paragraphe du programme arrêté dans les entrevues impériales de Murstegg en 1903.

Cette réforme toutefois d'après les critiques de la presse hellénique ne serait pas considérée comme la vraie source d'un *criterium* propre à faire fléchir l'intransigeance des rivalités nationales.

On affirme en effet que l'enquête rouméliote a été plutôt une iniquité qu'un redressement, car, dit-on, la députation des Grecs et des Musulmans à la Chambre provinciale n'était pas, bien loin de là, en rapport avec l'importance numérique de ces deux catégories de sujets.

L'on se prend à douter que les polémistes armés de ce prétendu grief se soient réellement pénétrés de l'esprit d'équité et de conciliation qui a notoirement présidé aux actes de la Commission de Philippopoli.

En minorité sensible dans cette région orientale (1), les Musulmans et les Grecs ne pouvaient pré-

(1) V. les procès-verbaux de la Conférence de Constantinople de 1876.

tendre qu'à une délégation restreinte dans la future assemblée législative, et cependant il y avait à tenir compte de la valeur et de l'étendue des possessions territoriales des uns et de l'influence qu'exerçaient les autres sur les intérêts économiques et sur les progrès intellectuels du pays.

Cette considération (les protocoles de 1878 et 1879 en font foi) n'a pas été étrangère à la disposition statutaire en vertu de laquelle le gouverneur général investi d'un mandat européen pouvait désigner *proprio motu* des députés dans les deux classes numériquement inférieures, et commissionner ainsi des avocats faisant en quelque sorte fonction de défenseurs d'office.

Ainsi s'inaugurait en Turquie, d'après un mode adapté aux circonstances, le système de la « représentation proportionnelle » qu'une récente expérience a mis à l'ordre du jour dans les Etats d'Occident.

Il ne semble donc pas juste d'accuser les enquêteurs de 1878 de partialité en récusant d'avance l'autorité du remaniement électoral dont l'idée leur aurait été empruntée.

§ 6

Projet d'une commission internationale de recensement. — Signes distinctifs des nationalités. — Définition géographique de la Macédoine.

L'intervention européenne n'en est pas moins sollicitée des deux parts sous la forme d'un dénombrement

rigoureusement individuel qui serait confié à une Commission entièrement indépendante du gouvernement territorial. Et pour que son œuvre soit « légitime, efficace et définitive » (on a soin de le spécifier), cette Commission comprendrait, à côté des mandataires des six grandes puissances et de la Porte, ceux des Etats balkaniques limitrophes et de chacune des communautés patriarchiste, exarchiste, catholique, etc.

Séduisante et désirable en principe, cette combinaison soulève plus d'une objection pratique.

Il n'est d'abord pas certain que tous les Cabinets ayant voix au chapitre s'y rallient.

N'est-ce point une inconséquence d'associer à la revision future, même avec simple voix consultative, les délégués des parties justement suspectes les unes aux autres et dont les prétentions contradictoires motivent précisément le recours à des fonctionnaires étrangers ?

Leur contrôle ne serait-il pas la source de contestations sans fin et à quelles échéances lointaines ne faudrait-il pas renvoyer l'achèvement d'une tâche entreprise avec un appareil aussi compliqué ?

D'autre part, la Porte, si ce projet lui était formellement soumis, le repousserait à coup sûr comme attentatoire à sa souveraineté, c'est-à-dire par la même raison qu'elle a longtemps opposée à la surveillance internationale que les puissances entendaient exercer sur la gestion financière des trois vilayets macédoniens.

Et c'est même, à n'en pas douter, pour prévenir

toute ouverture à ce sujet qu'elle a résolu d'aviser elle-même à une mesure dont elle ne s'est jamais souciée dans son inertie traditionnelle.

Des commissions de recensement instituées par elle fonctionnent à cette heure dans maintes localités provinciales.

L'enquêteur turc, est-il besoin de le dire, est sujet à caution. *Tertius gaudens*, il bénéficie des rivalités qui divisent le camp chrétien au double point de vue national et religieux ; il lui importe de maintenir et de créer, s'il le faut, un certain équilibre non seulement entre les deux groupes principaux qui s'attribuent chacun la supériorité numérique, mais encore entre les sous-groupes slaves également en dissidence politique et confessionnelle.

Il doit tendre aussi à exagérer le contingent proprement musulman et à ces fins, l'imbroglio macédonien en lui-même, l'imprécision de quelques parties des frontières du pays, enfin l'intimidation pratiquée sans contrôle, sont pour lui des ressources qu'il se gardera bien de négliger.

Les statistiques ainsi obtenues n'auront pas plus de valeur probante que celles émanées des intéressés eux-mêmes ; elles ne changeront pas en fait les positions jalousement défendues par ceux-ci depuis que les circonstances les ont amenés à se compter.

D'autres conditions inspirées par une méfiance réciproque sont d'ailleurs posées par les promoteurs de « l'internationalisation » du recensement individuel.

Les unes se rapportent au mode suivant lequel serait

constatée la nationalité des personnes, des familles, des centres, des régions.

On écarte naturellement comme signe indicatif la religion qui ne distingue pas les races et la langue qui, en Orient surtout, ne l'accuse pas toujours. Quant à l'école, s'il est vrai qu'en général dans les pays à populations mixtes elle est une des manifestations les moins douteuses de l'origine ethnique de sa clientèle, l'on ne saurait encore lui attribuer ce caractère en Macédoine où le clergé grec a eu pendant des siècles le monopole, c'est-à-dire la direction exclusive des établissements d'instruction publique.

Sans doute, depuis l'époque de sa renaissance politique le slavisme oriental a démontré une remarquable vitalité dans le domaine propre de l'enseignement, mais on ne saurait encore déduire de son recrutement scolaire actuel une donnée ethnographique décisive.

Un témoignage particulier toutefois paraît avoir la préférence dans le milieu des compétitions balkaniques ; c'est celui de la *conscience nationale* exprimée par la libre déclaration des sujets dénombrés.

Remarquons ici en nous représentant le but spécial de l'enquête projetée, que la notion de nationalité implique deux états distincts, la nationalité d'origine et la nationalité politique.

Plus reconnaissables aux époques lointaines où les groupements humains vivaient dans un isolement réciproque, la première est moins apparente dans les civilisations nouvelles. Maintes *nations* modernes sont formées de peuples de sang différent, et tel est notam-

ment le cas de l'Empire ottoman que l'on pourrait justement qualifier de macédoine en prenant le mot dans son sens figuré.

Or en Turquie la nationalité politique n'est pas pour la majorité de ses populations ce qu'elle est d'ordinaire ailleurs, un bénéfice dont la perte équivaut en quelque sorte à une pénalité. La qualité de sujet du Sultan est odieuse au raïa qui n'hésite pas à s'en dépouiller pour en acquérir une autre, dès qu'il le peut sans danger pour lui et pour les siens.

Et l'on sait qu'il ne s'est pas fait faute de profiter des facilités souvent abusives que lui offrait à cet égard la protection étrangère.

A une certaine époque en effet, sans remonter très haut, les dénationalisations avaient créé parmi les chrétiens ottomans assez de ressortissants à la Russie et à la Grèce pour que le Divan avisât aux moyens d'en arrêter les progrès (1).

Une statistique loyale devra tenir compte de la condition légale de ces transfuges et de leur descendance, c'est-à-dire qu'elle s'abstiendra de mettre à l'actif de la population grecque ou slave de Macédoine le nombre peut-être considérable de ceux qui, *devenus étrangers*, n'ont point quitté leur sol natal.

(1) Ainsi s'explique comment la population du royaume hellénique, de 750.000 âmes qu'elle était après la guerre de délivrance, avait pu atteindre le chiffre de 1.056 000 lors du recensement opéré avant l'annexion des Iles Ioniennes, c'est-à-dire pendant une période de moins de trente ans. — V. sur la question des dénationalisations, Ed. Engelhardt dans *La Turquie et le Tanzimat*, t. I, p. 63 et t. II, p. 99 (Paris, 20, rue Soufflot).

Nous savons aussi, j'ai déjà eu occasion de le rappeler, qu'il fut un temps où chez les raïas la religion primait la nationalité et où la communauté dans laquelle ils se confondaient étaient représentée par le haut clergé hellénique dont l'autorité s'exerçait à la fois dans l'ordre spirituel et civil. Si alors un recensement s'était effectué sur la base des tendances et des déclarations individuelles, il aurait sans doute justifié le mot attribué à Napoléon I[er] : « La grande majorité des sujets ottomans est *grecque*... et les Grecs sont russes ».

Aujourd'hui les nationalités d'origine se sont reprises dans les sociétés chrétiennes de Turquie et la *conscience* qu'elles ont d'elles-mêmes peut être plus sûrement consultée.

Cependant leur dénombrement est de nature à laisser des doutes sur le classement de certaines catégories d'individus qui par la langue, les mœurs et les sentiments se sont plus ou moins identifiés avec un groupe autre que celui de leurs congénères.

On dénomme par exemple bulgarophones les Grecs slavisés qui ont perdu jusqu'à l'usage de leur propre idiome. Il y a d'autre part des Slaves grécisants qui se séparent de leurs nationaux par leur culture et leurs sympathies helléniques.

Les déclarations des uns et des autres devraient, ce nous semble, être contrôlées par la notoriété (1).

(1) Bulgarophones et Grécisants ne persévérèrent pas toujours dans leur pseudo-nationalité. Un journal, *la Macédoine*, désignait récemment un Bulgare du village de Mocreni qui à l'âge

Cette dernière preuve serait d'ailleurs de règle dans tous les cas douteux.

Une dernière observation se rattache au choix du *criterium* qui paraît inspirer le plus de confiance aux deux partis rivaux. Si le témoignage de la conscience et des préférences individuelles était mis à l'épreuve, le recensement prendrait le caractère d'une sorte de plébiscite, en consacrant pour ainsi dire le principe de l'*option* de nationalité.

On ne méconnaît pas l'intérêt que présenterait une pareille consultation, si toute garantie de sincérité et d'indépendance lui était assurée. Il n'est guère permis de se faire d'illusion à cet égard en présence d'une propagande révolutionnaire qui a recours au terrorisme par l'assassinat pour gagner des adhérents à sa foi religieuse et politique.

Constatons d'ailleurs qu'il y a mésentente sur la définition géographique du territoire proprement macédonien.

Les Grecs voudraient en abstraire le vilayet de Cossovo sur lequel ne se portent point leurs vues, mais dont l'adjonction aux deux autres vilayets méridionaux

de 60 ans avait hautement renié ses sentiments helléniques à la suite de plusieurs assassinats commis dans son pays par les bandes grecques.

D'après le même journal, en août dernier, une députation de Comendgé du vilayet de Salonique avait remis au Vali une pétition signée par les chefs de 203 familles bulgares que les recenseurs ottomans avaient inscrits comme « grecomans » patriarchistes alors qu'ils étaient exarchistes depuis dix ans et revendiquaient leur origine bulgare.

réduirait le contingent hellène ou hellénisé comparé au contingent slave.

La population de la province de Cossovo est effectivement en majorité d'origine serbe ; l'élément grec n'y compte pour ainsi dire pas et l'on désigne encore sous le nom de Vieille Serbie la circonscription ou la plus grande étendue de la circonscription mise à l'index.

Il serait oiseux de rechercher si au cours de ses vicissitudes passées cette région appartenait ou non à la Macédoine historique, soit en totalité, soit seulement dans la partie inférieure qui constitue l'arrondissement actuel d'Uskub.

Contentons-nous de rappeler qu'en 1903, à l'issue des Conférences de Murstegg, le Cabinet d'Athènes insista sans succès sur la rectification géographique qui aurait pour effet de restreindre la Macédoine aux deux vilayets de Monastir et de Salonique.

Cette thèse, appuyée par le Syllogue greco-macédonien, ne fut point agréée par le *consortium* européen, et il n'est aucune des réformes introduites depuis lors sous les auspices des grandes puissances qui n'ait été appliquée au vilayet de Cossovo.

Considérons d'ailleurs que l'élimination dont il s'agit n'aurait pas au point de vue pratique toute la portée qu'on suppose, si, comme je le marquais à l'instant, la pluralité des sujets de l'une des deux nationalités rivales ne doit pas décider de la prédominance politique de cette nationalité sur l'autre.

§ 7

Recensement sommaire confié aux consuls, aux officiers étrangers et aux deux agents civils austro-russes.

Je conclus.

Sans s'astreindre à un dénombrement mathématique qui n'est pas indispensable et qui dans les conditions particulières du pays nécessiterait des vérifications singulièrement compliquées, la Commission internationale, dont l'institution répondrait au vœu des parties en cause, s'appliquerait surtout à grouper les agglomérations ethniques en circonscriptions plus ou moins homogènes comme s'il s'agissait de leur représentation dans une assemblée élective commune.

Cette opération réaliserait au fond la première partie du projet de réforme concerté à Murstegg en 1903.

Que si, indépendamment de l'opposition certaine de la Porte déjà en voie d'enquête administrative et pour ménager ses susceptibilités ou pour tout autre motif, l'intervention d'une Commission internationale de recensement devait être écartée du programme macédonien, ne pourrait-on avoir recours aux nombreux consuls accrédités dans les trois provinces ottomanes, ainsi qu'aux officiers étrangers chargés d'y organiser le service de la sécurité publique ? (1)

(1) D. M. Brancoff, *op. cit.*, dit lui-même : « Ne conviendrait-il pas de faire pour la Macédoine ce qui a été fait pour la Rou-

Déjà suffisamment informés de la composition ethnique de leurs districts respectifs (1), ces agents seraient invités à communiquer le résultat de leurs observations aux deux mandataires européens adjoints à l'inspecteur général turc siégeant à Salonique. Ceux-ci en recueilleraient les données récapitulatives après les avoir fait contrôler ou compléter au besoin par le personnel des secrétaires et des drogmans dont ils disposent et que, suivant les instructions concertées à Murstegg, ils envoient occasionnellement « en tournées » dans le pays.

Cette collaboration ainsi confiée à des fonctionnaires étrangers *déjà commissionnés* dans les trois vilayets ne serait-elle pas de nature à désarmer toute méfiance et à porter dans les esprits l'apaisement que donne la certitude ?

Dès maintenant, toutefois, et telle est la considération finale de ce dernier exposé, l'ethnographie macédonienne, si imparfaite qu'elle soit encore, met en pleine évidence ce double fait que l'élément slave domine au Nord et l'élément grec au Sud. En sorte que la difficulté principale du partage porterait sur le tracé d'une ligne qui diviserait les régions

mélie orientale ? Les agents civils, les consuls, les officiers étrangers qui se trouvent aujourd'hui dans ce pays devraient, à notre avis, vérifier sur place les allégations des nationalités rivales et proclamer la vérité devant l'Europe ».

(1) On a publié à différentes reprises des statistiques émanées des consulats russes et austro-hongrois et maints auteurs les ont utilisées. Le témoignage des officiers de gendarmerie français et anglais a été invoqué par plus d'un journaliste grec.

médianes où les populations grecques et slaves sont plus particulièrement confondues.

Avant d'entreprendre, d'après cette donnée générale et sur la base d'observations positives, l'examen du conflit qui met plus particulièrement en cause les Grecs et les Bulgares, déblayons, si l'on peut dire, le terrain des compétitions rivales en le réduisant aux proportions les plus étroites.

CHAPITRE II

§ 8

Sur la destination normale de la Vieille Serbie et de la majeure partie de la province de Cossovo.

La Vieille Serbie, ou Rascie, se rattache par d'impérissables souvenirs au jeune Royaume danubien dont elle marque la frontière méridionale. Elle est le sol classique où a germé la « grande idée » nationale personnifiée par les Nemanitch dont les Etats au XIVe siècle confinaient au Danube, à l'Adriatique et au Pont-Euxin et comprenaient l'Albanie entière, le Montenegro, toute la Macédoine, la Roumélie orientale, l'Epire et la Thessalie.

C'est à Skoplie, l'Uskub d'aujourd'hui, qu'Etienne Douchan fut couronné Empereur des Serbes. des Bulgares et des Romains byzantins.

C'est dans la plaine de Cossovo, dont le vilayet actuel porte le nom, que se livra dans la mémorable année 1389 la lutte épique des Serbes contre les Turcs qui décida du sort, c'est-à-dire de l'assujettissement de la péninsule balkanique.

C'est également à Cossovo qu'à un intervalle de plus de quatre siècles le peuple armé des Kara-Georges

et des Milosch Obrenovitch réuni sous sa bannière tricolore s'apprêtait à venger la défaite de ses aïeux, lorsque fut proclamé l'armistice qui précéda la paix russo-turque de San Stefano.

Ce passé de grandeurs et de vicissitudes communes est resté vivant dans l'âme des compatriotes qui ont reconquis leur indépendance et qui aspirent à la partager avec ces frères encore soumis, victimes trop longtemps ignorées de l'oppression musulmane et des persécutions albanaises.

Car la condition des Vieux Serbes n'est pas moins misérable que celle des chrétiens bosniaques et herzégoviniens sous le régime antérieur au traité de Berlin.

Simple métayer, sauf de rares exceptions, le paysan serbe doit à l'aga musulman le quart de sa récolte et à l'Etat le dixième. Ces redevances, la seconde surtout généralement affermée à des Albanais, sont pour lui la source des mêmes abus que dans toute autre région de l'Empire.

Indépendamment des exactions qui l'épuisent sans le moindre recours efficace à la protection du fisc, il est la proie pour ainsi dire quotidienne des envahisseurs albanais qui se sont établis à demeure sur son territoire et y exercent un brigandage non moins sauvage que celui des Kurdes en Arménie.

Incessamment menacé dans sa vie, dans sa liberté et dans ses biens, il n'a d'autre ressource que l'émigration. De 1880 à 1900, 60.000 Rasciens se sont réfugiés en Serbie.

Si chargé qu'il paraisse, il manque encore un trait à ce sombre tableau, et nous entrons ici dans le cœur même du sujet de ces pages.

L'Exarchat bulgare dans son prosélytisme anti-patriarchiste s'est fait l'instrument d'une politique qui ne vise à rien moins qu'à l'hégémonie balkanique. Le panbulgarisme, son objectif, doit notamment absorber tous les groupes serbes des trois vilayets et en particulier celui plus compact de la province de Cossovo, dépendance naturelle du Royaume limitrophe.

C'est là surtout que la nouvelle Eglise déploie son zèle et ses moyens d'action qui sont la langue et les écoles, secondée dans son œuvre par la propagande terroriste des Comités révolutionnaires (1).

Cette entreprise locale en partie double est aussi peu dissimulée dans son but que contradictoire dans son principe. Les Comitadjis, eux, considèrent la Vieille Serbie comme future *pars adnexa* soit de l'Etat bulgare déjà constitué, soit de la Macédoine autonome,

Quant à l'Exarchat, sa conquête spirituelle par la substitution dans un milieu non bulgare de son propre clergé au clergé patriarchiste tend précisément à

(1) Le journal *La Macédoine* du 5 avril 1905 reproduisait cette menace adressée par le chef bulgare Dimco du Caza de Bitolia aux Serbes de Topoltché : « Vous prétendez être Serbes ; mais alors pourquoi n'allez-vous pas en Serbie et que faites-vous dans *notre* Macédoine ? Si vous y restez, il faut vous soumettre à nos lois. Devenez Bulgares, sans quoi vous verrez ce qui vous arrivera ».

imposer à une population non *nationale* un joug qui ne diffère en rien de celui dont il s'est affranchi lui-même en se séparant de l'Eglise œcuménique.

Un simple regard sur la carte de la Turquie d'Europe permet d'ailleurs de juger jusqu'à quel point les ambitions bulgares menacent l'Etat serbe dans ses intérêts politiques et économiques les plus vitaux, dans son unité nationale et dans son avenir. La Vieille Serbie occupe en effet le couloir oriental qui commande la grande route du transit indo-européen et dont la possession est depuis longtemps convoitée par un puissant voisin déjà maître de ses issues vers l'Occident.

Les prétentions serbes de ce côté de la Macédoine visent une extension de territoire qui correspondrait à peu près aux limites de l'ancien patriarcat national d'Ipek fondé en 1347 et supprimé par les Turcs en 1765.

Elles se formulent en deux variantes qui traduisent, l'une les aspirations sans doute exagérées des patriotes intransigeants et l'autre celles des hommes d'Etat ou des modérés.

D'après la première, la Serbie comprendrait les deux vilayets de Cossovo et de Monastir dans leur intégralité et la partie septentrionale du vilayet de Salonique (1).

(1) La ligne qui diviserait cette troisième province s'étendrait jusqu'à Demir Kapou sur le Vardar, englobant les vallées de la Strouma, de la Mesta et de la Strumnitza avec les villes de Melnik et de Nevrocop.

Le second tracé, qui servira sans doute de base aux négociations futures, se détacherait du point où se rencontrent les trois frontières serbe, bulgare et turque et se dirigerait vers le Vardar moyen en suivant le cours de son affluent, la Bregalnitza. De là, à quelques kilomètres en aval du fleuve, il s'infléchirait vers le lac d'Ochrida pour atteindre la frontière albanaise (1).

La vaste région orientale de la première variante qui s'étend des monts Plachkavitza au Rhodope et que borne au Sud la vallée de la Strumnitza resterait en deça de cette délimitation.

Quant au partage intérieur du territoire ainsi défini, il se réglerait directement entre la Serbie et le Montenegro et « comme en famille » (2).

Je n'ai pas à m'occuper ici des intérêts étrangers que cet arrangement pourrait contrecarrer du côté de l'Adriatique.

Indépendamment de l'annexion qui reculerait sensiblement sa frontière méridionale, la Serbie attache du prix à la possession d'un district septentrional qu'elle a occupé militairement en 1877 et qui a pour

(1) Cette démarcation laisserait aux Serbes Egri-Palenka, Kratova et Kotchané au Nord ; elle longerait le Vardar depuis l'embouchure de la Bregalnitza jusqu'au village de Krusevitza et de là gagnerait le lac d'Ochrida au Sud de Prilep et de Kruchevo.

La carte de l'Etat-major français indique toutes ces localités.

(2) C'était le mot dont se servait volontiers le colonel Blaznavatz, l'un des régents de Serbie sous la minorité du Prince Milan, lorsqu'il s'agissait d'une négociation de quelque importance entre les deux principautés.

elle une valeur stratégique reconnue. Il s'agit de Viddin sur le Danube et de Samotov, de Besnik et de Tun, trois localités de sa circonscription.

La population de cette contrée riveraine est d'origine serbe, sa langue diffère à peine de la langue serbe et elle a spontanément demandé au Congrès de 1878 d'être rattachée au nouveau Royaume voisin. C'est à la Bulgarie qu'elle a été incorporée sur l'insistance de la Russie.

« Bien qu'il existe des obstacles à une entente serbo-bulgare, disait, il y a peu de temps, l'un des ministres du Roi Pierre Ier, j'espère que les deux nations sauront en triompher. Par là et par là seulement nous ferons une réalité du principe qui est le nôtre : les Balkans aux populations balkaniques et *à chacun la part qui lui revient* » (1).

Nous saluons comme d'un heureux augure cet appel à la conciliation entre deux peuples frères qui ont subi pendant des siècles les mêmes épreuves et dont le premier venu dans la famille des Etats a donné à l'autre, pendant les longs jours précurseurs de sa délivrance, des gages persévérants d'aide et de protection (2).

(1) Le journal l'*Hellénisme de Paris* du 1er mars 1906 attribue un langage analogue à M. Danef, ancien président du ministère bulgare.

(2) La Serbie a été longtemps le refuge des émigrés et l'école de la jeunesse bulgares (Voir à ce sujet comme témoignage probant la proclamation des « patriotes » de Sofia, dé Philippopoli, de Tirnovo et de Bitolia du 20 mai 1869).

§ 9

Une nouvelle nationalité balkanique reconnue par la Porte. Les Koutzo-Valaques.

Une autre question se présente ici dans l'ordre de sectionnement qui m'a amené à discuter les conditions particulières d'une entente entre la Serbie et la Bulgarie.

Aux deux nationalités chrétiennes du centre balkanique reconnues par la Porte s'est ajoutée, dans ces derniers temps, celle des Koutzo-Valaques qui, disséminés pour la plupart dans les vilayets de Salonique et de Monastir, n'y figurent que dans la minime proportion de 6 à 7 o/o.

Ces colons, dont l'origine reste obscure (1), ont toujours été considérés comme appartenant moralement à la Grèce qui les a civilisés et dont ils parlent la langue tout en gardant leur dialecte, mélangé de latin, de grec et de slave.

Cette pénétration du génie, des mœurs et des traditions du peuple supérieur au milieu duquel ils vivent pour la plupart en groupes dispersés comme les îlots d'un archipel, est à ce point manifeste que dans un rapport au ministre de l'instruction publique de Roumanie, le propre directeur roumain de l'école

(1) Sont-ils, comme quelques historiens le supposent, des macédoniens latinisés par les colonies romaines établies dans les montagnes du Pinde ?

commerciale roumaine de Janina a pu dire en propres termes : la grande majorité des Koutzo-Valaques est philhellène (1). Un diplomate anglais accrédité à Bucarest, affirme lui-même que les Koutzo-Valaques sont plus ou moins hellénisés (2).

Quelles raisons ont pu déterminer la Porte à reconnaître à une population sans doute intéressante, mais si morcelée et de si faible importance numérique, une existence légale particulière en lui assurant la parité religieuse, administrative et juridique avec deux des principales races du territoire macédonien ?

Comment interpréter l'octroi en quelque sorte improvisé d'un tel privilège, alors que les Bulgares ne l'avaient obtenu qu'après de longues années de sollicitation et d'attente et que les Serbes, sujets ottomans, incomparablement plus nombreux et plus compacts, en sont encore privés ?

Je n'ai pas à m'étendre longuement ici sur l'historique d'une négociation qui forme un épisode encore peu connu de la diplomatie contemporaine.

Vers le milieu du siècle passé et surtout depuis 1870, le Cabinet de Bucarest avait entrepris une sorte d'apostolat dans les principaux centres koutzo-valaques et notamment à Monastir, à Salonique et à Janina où il subventionnait des écoles dirigées par des professeurs roumains.

Cette initiative n'avait pas été heureuse et dans ces

(1) Rapport de M. Lazaresco Lecanta, du 20 novembre 1901.
(2) *The Balkan question*, édit. by L. Villari, p. 80.

dernières années le budget de l'Etat avait été allégé de la plupart des allocations scolaires destinées « aux frères macédoniens ». Négligée dans le programme ministériel, la question koutzo-valaque sommeillait, lorsque inopinément elle fut remise à l'ordre du jour à la suite d'un voyage du premier ministre du Roi Karol à Berlin.

Le fait en lui-même est assez suggestif et nous révèle un de ces à-coups dont la chancellerie germanique est coutumière. Il nous explique le prompt et facile succès d'une instance que les intéressés eux-mêmes n'avaient pas spontanément provoquée, qui n'avait pas pour mobile de véritables et profondes aspirations comme celles des Bulgares résolus à se séparer de l'orthodoxie hellénique (1).

(1) Bien des versions ont eu cours sur les vues allemandes en cette affaire. En disposant la Porte à une concession qui ne pouvait que flatter l'amour-propre des modestes descendants de la grande famille roumaine, le gouvernement impérial, dit-on de diverses parts, ménageait au Sultan, ami éprouvé et profitable, l'appui d'un groupe de sujets chrétiens dont la fidélité, jointe au loyalisme des sujets turcs et albanais, ferait un utile contrepoids à l'hostilité traditionnelle des Grecs, des Bulgares et des Serbes.

On suppose aussi que l'objectif allemand visait avant tout le maintien de la Roumanie dans l'orbite de la Triplice en favorisant ses projets d'expansion dans la région balkanique, c'est-à-dire en lui rattachant par des liens plus étroits un peuple de congénères qui serait entre ses mains comme un gage dont elle pourrait un jour trafiquer en l'offrant à la Bulgarie contre l'abandon par celle-ci du quadrilatère depuis longtemps convoité de Silistrie-Roustchouk-Choumla-Varna (V. sur ce point la

Au point de vue de la répartition par séries que j'ai entrepris de motiver, il me suffira de constater d'après la condition géographique et l'émiettement des Koutzo-Valaques que cette population, séparée de la mère patrie par les frontières de trois nationalités différentes, ne peut constituer un Etat indépendant et doit nécessairement suivre les destinées de la société politique à laquelle reviendra le territoire où elle est *en majeure partie* disséminée.

Cette union n'impliquerait pas d'ailleurs l'abandon de ses traditions locales et répondrait à ses tendances séculaires.

Ainsi simplifiée par un double déclassement, la solution du problème macédonien dépendrait essentiellement du partage éventuel entre Grecs et Bulgares des deux vilayets de Salonique et de Monastir.

Revue *La Renaissance latine*, par C. de Brancovan, n° 15, de juillet 1904, p. 614).

A quelqu'explication que l'on s'arrête, il paraît vraisemblable que l'émancipation religieuse et civile des Koutzo-Valaques a été, non un but, mais un moyen, et que ses bénéficiaires peuvent s'appliquer le mot que le fabuliste met dans la bouche du chat s'adressant au chien vendu par son maître :

Tu croyais donc, pauvre sot,
Que c'est pour nous qu'on nous aime.

(Fables de Florian, IX. L. I).

CHAPITRE III

§ 10

De l'équilibre balkanique. — Rivalité des Grecs et des Bulgares.

Lorsque le Congrès de Berlin entreprit la revision du traité de San Stefano, sa pensée directrice fut d'établir un certain équilibre entre les divers groupes nationaux composant la population de la presqu'île des Balkans.

Et dans cette œuvre de remaniement rectificatif il s'avisa tout d'abord de ramener à des proportions plus normales le territoire de la Principauté tributaire qui, sous le nom de Bulgarie, devait s'étendre du Danube à la mer Egée et de l'Euxin à la frontière albanaise.

L'Etat nouveau-né qui ne couvrait pas moins de 163.965 kilomètres carrés, fut réduit à 64.390 kilomètres, superficie à peu près égale à celles de la Grèce et de la Serbie.

Ce fut aussi le souci de l'équilibre oriental qui présida aux agrandissements convenus en 1877 en faveur de ces deux derniers Royaumes et qui, à huit ans d'intervalle, détermina les Cabinets d'Athènes et de

Belgrade à protester et à réagir contre l'annexion de la province rouméliote à la Principauté bulgare.

« Il n'est pas douteux, déclara un jour le Cte Kalnoky au sein de la Délégation austro-hongroise, que le Congrès de Berlin a eu en vue un système de pondération qui réalisât entre les peuples balkaniques une certaine égalité de forces et de puissance », et, faisant allusion aux conséquences de la révolution de Philippopoli de 1885, il ajoutait : « Si le mouvement bulgare prenait plus d'extension, il serait de nature à éveiller les légitimes susceptibilités de ses voisins » (1).

Ces précédents ne sauraient être oubliés dans le partage futur des régions macédoniennes. Consacrés par un acte conventionnel d'autorité européenne, ils commandent la modération aux deux compétiteurs que nous nous sommes réservé de mettre en scène l'un en face de l'autre, après avoir cherché à circonscrire par voie d'élimination le domaine propre de leur rivalité.

A différentes reprises et notamment à la veille de la guerre gréco-turque de 1897, les gouvernements grec et bulgare délibérèrent entre eux sur les conditions de leur rapprochement ; ils ne réussirent jamais à concilier leurs prétentions réciproques et même, lors des dernières négociations qui eurent lieu à Athènes, l'on put induire du brusque départ du délé-

(1) V. sur la question de l'équilibre balkanique le Livre jaune de 1905, et notamment les nos 129, p. 86, 132, p. 87 et 137, p. 90.

gué princier qu'à Sofia on renonçait pour l'heure à toute tentative d'arrangement.

C'est apparemment dans ces dispositions qu'au cours de la discussion de l'Adresse au Sobranié de 1905 le Président du Conseil insista sur le caractère purement officiel des relations de la Principauté avec la Grèce et sur le profond désaccord des revendications mutuelles dans les questions d'ordre politique qui intéressent les deux pays.

Nous connaissons déjà, par ce qui en a été dit à propos des Serbes (1), les aspirations du parti révolutionnaire bulgare associé au prosélytisme de l'Exarchat national. Elles ont été figurées sur une carte publiée en 1885 qui englobait dans la « Grande Bulgarie » la Macédoine tout entière y compris la région d'Ochrida à l'Ouest, la Vieille Serbie au Nord-Ouest et Salonique au Sud.

C'était à l'époque où le patriotisme bulgare, exalté par la révolution victorieuse des Rouméliotes orientaux, s'enflammait à l'idée d'une restauration intégrale de l'organisme éphémère créé par la Russie en 1877.

Les partis avancés représentés par les comitadjis actuels persistent encore dans ces ambitieuses visées, quoique réduits à n'invoquer d'autre titre que l'acte « préliminaire » (celui de San Stefano), en vertu duquel l'Etat « panbulgare » a vécu l'espace de neuf mois.

(1) V. page 40.

Ce n'est pas qu'ils méconnaissent l'importance et la valeur de l'élément grec en Macédoine; mais ils entendent le neutraliser en l'absorbant dans la masse slave qu'ils jugent numériquement prépondérante et de « culture au moins égale » (1).

Ces illusions, en tant qu'elles reposent sur un exclusivisme que dément la plus évidente réalité, ne sont sans doute point partagées par les hommes d'Etat dirigeants ; mais on doit inférer de l'échec des conférences auxquelles ils ont concouru que de graves divergences séparent les deux principaux facteurs du problème balkanique.

Je me suis vainement enquis des vues échangées à ce sujet entre les Cabinets de Sofia et d'Athènes. Mais il n'importe guère de connaître dans leur parcours les limites précises que s'attribue chacune des deux nationalités, car, on le sait, l'écart est tel entre ces limites que les tracés respectifs s'excluent à peu près l'un l'autre.

§ II

Prédominance de l'élément grec au Sud et de l'élément bulgare au Nord de la Macédoine. — Du partage de la région médiane. Délimitation partielle de cette région par la Conférence européenne de Constantinople de 1876.

L'élément slave, nous l'avons relevé, domine au Nord de la presqu'île balkanique et l'élément grec au Sud.

(1) V. le livre édité à l'occasion du millénaire des saints Cy-

Entre ces deux régions les populations se mélangent dans des proportions qu'une statistique officielle n'a pas encore déterminées.

C'est là surtout que gît la difficulté de la répartition des sphères d'influence entre les races rivales.

Cette région médiane toutefois a été l'objet d'une délimitation partielle et approximative qui porte l'estampille d'une délégation internationale.

Vers la fin de l'année 1876, tandis que l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine se propageait jusque dans les parages de Philippopoli, une Conférence européenne s'était réunie à Constantinople sur l'initiative de l'Angleterre et avait élaboré deux statuts organiques, l'un pour les deux provinces yugoslaves et l'autre pour la Bulgarie qui fut divisée en deux vilayets ayant comme chefs-lieux Sofia et Tirnovo.

La frontière méridionale bulgare (c'est la seule qui nous intéresse ici) se détachait de la côte de la mer Noire au Sud de Bourgas, gagnait le massif du Rhodope ou Despoto Dagh, traversait le Vardar vers le milieu de son cours et, s'infléchissant au Sud du lac de Kastoria, aboutissait à la frontière albanaise au Nord du lac d'Ochrida.

Les deux nouvelles circonscriptions de Sofia et de Tirnovo ne constituaient, reconnaissons-le, que le *noyau* de la nationalité bulgare et la Conférence, ainsi

rille et Méthode dont D. Bikélas reproduit des extraits dans l'intéressant ouvrage : *La Grèce byzantine et moderne*, de 1893.

que l'observation en fut faite par le plénipotentiaire anglais, avait dû s'abstenir de leur adjoindre « une grande partie des vilayets d'Andrinople, de Salonique et de Prisrend où cette nationalité est également représentée sans y être prédominante ».

Cette démarcation fut critiquée par le Prince de Bismarck dans une séance du Reichstag où il dit : « La situation ethnographique de la Bulgarie, comme je le sais de source authentique et comme cela résulte de la meilleure carte que nous connaissions, la carte de Kiepert, est celle-ci : les limites de la nationalité descendent à *l'Ouest* à peu près sans mélange jusqu'au delà de Salonique et vont à l'Est avec un peu d'élément turc jusqu'à la mer Noire, tandis que la Conférence de Constantinople s'est arrêtée dans la Bulgarie orientale un *peu plus au Nord* des limites de la nationalité et en revanche a peut-être à *l'Ouest* rattaché à la Bulgarie un peu plus que le territoire habité par une population exclusivement bulgare ».

Ainsi, d'après l'opinion du chancelier allemand, les pays balkaniques formant le noyau bulgare, c'est-à-dire comprenant l'ensemble des régions où l'élément bulgare a pris le dessus, devraient être augmentés à l'Est et réduits à l'Ouest, et cela suivant une ligne qui, sans avoir été tracée, passerait au Nord de Salonique et de Monastir.

Cette consultation, qui porte en deux points importants sur la destination d'une partie du territoire central de la Macédoine, figurera sans doute au dossier de la procédure amphictyonique *in spe*, comme aussi

les nombreuses études ethnographiques qui ont été entreprises dans la péninsule au cours du dernier siècle et de nos jours (1).

§ 12

Attribution à la sphère d'influence hellénique des Cazas ou cantons méridionaux situés, les uns à l'Est, les autres au Sud-ouest de Salonique, considérés comme territoire « *incontesté* ». — Attribution à la sphère bulgare, au même titre d' « *incontesté* » d'un certain nombre de cantons de la région septentrionale. — Données justificatives de ces deux sortes de préciput.

Quant à la Macédoine méridionale, il n'est, si je ne me trompe, aucun des auteurs qualifiés dont s'autorisent les Bulgares, qui n'admette plus ou moins explicitement la légitimité des prétentions helléniques.

Les Bulgares eux-mêmes ne nient pas que les Grecs n'y soient en grande majorité et que « leurs masses compactes » n'y forment une lisière continue entre

(1) Nous citerons notamment les ouvrages suivants : *Voyage en Grèce*, de Pouqueville, 1826 ; *La Turquie d'Europe*, d'Ami Boué, 1840 ; *Esquisse d'un Voyage dans la Turquie d'Europe*, de Gregorovitch, 1840 ; *Les slaves de Turquie*, de Cyprien Robert, 1844 ; *Ethnographie de la Turquie d'Europe*, de Lejean, 1861 ; *Traité général de géographie de l'empire ottoman*, de Synvet, 1872 ; *Le monde slave*, de Rittich, 1885 ; *Histoire bulgare*, de Irecek, 1888 ; *Géographie*, de Kiepert, 1989 ; *La Péninsule des balkans*, de Laveleye, 1888 ; *La Grèce byzantine et moderne*, de Bikélas, 1893 ; *La question d'Orient depuis le traité de Berlin*, de Choublier, 1899.

les limites de la province orientale d'Andrinople et le cours de la Bistritza *thessalienne* à l'Occident (1).

Quelques points de repère permettent d'ailleurs de se représenter la largeur approximative de cette bande littorale. L'on constate en effet que les ethnographes qui ont reporté le *plus au Sud* la ligne séparative proprement bulgare, laissent notamment en dehors de cette ligne les territoires des deux principaux centres de la contrée, c'est-à-dire Salonique et Serrès, isolant ainsi la région du bas Vardar, la Chalcidique et les cazas maritimes qui s'étendent jusqu'à la baie de Kavala, en face de l'île de Thassos (2).

Ces pays sont notoirement grecs d'origine, de langue et de culture, et nous pouvons à cet égard recueillir les dates les moins suspectes dans les propres statistiques bulgares relatives aux écoles des deux nationalités.

En appréciant dans une étude précédente la valeur des différents signes distinctifs des descendances ethniques, j'exprimais l'opinion que, l'enseignement en Macédoine ayant été monopolisé pendant de longs siècles par le clergé hellénique, le recrutement *scolaire national* n'offrait pas encore un *criterium* certain et définitif.

Il ne faudrait cependant pas exagérer cette réserve

(1) V. l'ouvrage déjà cité : *La Macédoine et sa population chrétienne*, de D. M. Brancoff, que l'on suppose être l'organe pseudonyme de l'Exarchat bulgare, 1905.

(2) V. surtout sur ce point les ouvrages déjà cités de Cyprien Robert, de Lejean, de Grégorovitch, d'Iresek et de Laveleye.

et se refuser absolument à tenir compte de l'écart que présentent actuellement, quant au nombre et à l'importance locale, les établissements d'instruction primaire et secondaire respectifs. Les Bulgares eux-mêmes, dans leurs relevés comparatifs, font acception dans une certaine mesure de la relation qui existe entre le chiffre de chaque population et celui de ses écoles.

Ainsi, par exemple, dans les cazas maritimes situés *au Sud* et *à l'Est* de Salonique où les évaluations bulgares accusent soit l'absence totale, soit l'infime minorité des écoles slaves, les états y relatifs portent, suivant les cas, l'une ou l'autre de ces deux mentions : cazas habités exclusivement par les Grecs, cazas où l'élément grec prédomine (1).

Les Bulgares ne peuvent d'ailleurs invoquer aucun titre historique sur toute cette partie de la Macédoine égéenne. Jamais ils ne l'ont occupée aux époques lointaines où les frontières de leur Royaume dépassaient les Balkans. Jamais, fait remarquer V. Freeman dans sa *Géographie de l'Europe,* les Bulgares

(1) D'après l'ouvrage de M. Brancoff, nous rangeons dans la première catégorie les cazas méridionaux de Kassandra, Gion-Oros, Pravi, Kavala, Sari-Chaban et dans la seconde les cazas de Salonique, Serrès, Zangada, Zihna, Drama.

Serrès toutefois est marqué sous la rubrique : cazas où l'élément bulgare prédomine, quoiqu'il n'y soit représenté, suivant a statistique bulgare, que par trente et une écoles contre cinquante-quatre écoles grecques.

Les Grecs, eux, comptent dans le cazas de Serrès soixante dix-huit écoles, contre vingt-deux bulgares.

n'ont atteint les rivages de la mer Egée, même pendant la période troublée de la quatrième croisade, alors que Salonique passa plus d'une fois des mains grecques dans celles des Francs.

Il paraît cependant que la Principauté, déjà riveraine de la mer Noire sur un développement côtier de près de 200 kilomètres, convoite la possession d'un port sur l'Archipel, jetant à cette fin son dévolu sur la baie de Kavala.

A cet égard, D. M. Brancoff, en reproduisant au chapitre premier de son livre le protocole III de la Conférence de Constantinople de 1876, rappelle lui-même par cette citation les objections que rencontrerait « de la part des puissances voisines de la Méditerranée l'admission au littoral de la mer Egée d'une nouvelle puissance maritime » (1).

Je n'insisterai pas plus qu'il ne faut sur l'indice que peut offrir le langage, dans la répartition des diverses nationalités macédoniennes. Celles-ci, suivant les régions (j'ai déjà eu l'occasion de le noter), ont souvent oublié leur idiome originel et adopté celui de la population prédominante.

(1) Ce texte est emprunté à une déclaration du plénipotentiaire anglais, lord Salisbury, qui exprimait l'avis « que la Bulgarie ne devait pas s'étendre jusqu'à la mer Egée ».

Remarquons à ce propos que les conditions dans lesquelles la fermeture des Détroits a été stipulée, ne sont plus les mêmes depuis la création de l'Etat bulgare et du royaume de Roumanie riverains de la mer Noire. Le principe de la porte ouverte prévaudra sans doute un jour suivant le droit particulier qui régit le canal de Suez.

Il est cependant de fait que si les langues bulgare et serbe règnent dans le Nord-Est et à l'Ouest de la péninsule, c'est le grec qui en général est parlé dans le Sud. Quant au Centre et à part les villes où d'ordinaire le grec est usité, plus d'un savant philologue a constaté que le dialecte le plus répandu dans les campagnes se rapproche moins du bulgare que du serbe au point de vue grammatical et du grec par le vocabulaire (1).

En ce qui concerne la région de la Macédoine méridionale située *à l'Ouest* du caza de Salonique entre le bas Vardar, la frontière du Royaume hellénique et celle de l'Epire, les Grecs, indépendamment de leurs titres, peuvent également se prévaloir des propres constats bulgares pour la comprendre jusqu'à une certaine limite *septentrionale* dans leur sphère d'influence exclusive.

Cette dernière limite, qui sépare les districts *exclusivement grecs* des districts *mixtes*, est marquée par une ligne fictive passant au Sud des quatre lacs d'Ochrida, de Prespa, de Kastoria et de Jenidjé (2).

Tout le territoire ainsi circonscrit est en effet grec, plus grec même que celui dont nous venons de reconnaître le caractère et la destination.

(1) V. notamment Gobtchevitch, dans *La Macédoine et la Vieille Serbie.*

(2) Elle isole de la Macédoine centrale les cazas de Verria, Katerina, Elassona, Serfidjé, Grebena, Kozana, Naslicht, la partie Sud du caza de Kastoria, le caza de Korytza et le mont Athos.

Citons à cet égard nos références suivant la même méthode démonstrative que pour les pays du littoral égéen, en nous bornant aux témoignages bulgares et aux notes extraites des études ethnographiques auxquelles ces témoignages se rapportent.

Nous ne ferons qu'une exception pour établir un premier point. Il n'existe *aucune* école bulgare dans la partie de la Macédoine en question. C'est ce que met en pleine évidence un relevé et une carte des plus détaillés publiés en Angleterre en 1905 sous le titre : *Macedonia's population* (1).

D. M. Brancoff, dont le récent ouvrage a été qualifié d'évangile du bulgarisme macédonien, convient lui-même que « les Grecs l'emportent encore à l'extrémité du Sud-Ouest de la Macédoine » (2). Et la plupart des auteurs, qu'il désigne comme favorables à sa thèse générale, confirment son observation en termes plus ou moins catégoriques.

Ainsi par exemple T. Pouqueville, « le premier qui ait indiqué les frontières séparant les Bulgares des Grecs dans la péninsule ottomane » (3), relate comme suit son arrivée *de la Grèce* dans les parages du lac de Kastoria : « Jusque-là j'avais voyagé comme en pays de connaissance, puisque je pouvais parler aux hommes et communiquer avec eux ; mais ici la scène changeait. J'entrais dans la région des Bulgares et il

(1) Chez les éditeurs Ede, Allom et Townsend.
(2) Brancoff, *op. cit.*, p. 19.
(3) Brancoff, p. 19.

fallut recourir à quelques mots esclavons que j'avais appris pendant mon séjour à Raguse » (1).

Ami Boué, Cyprien Robert, Lejean, Irecek, Synvet, de Laveleye et plusieurs autres précisent plus nettement encore la donnée géographique de l'auteur du *Voyage en Grèce*. Je reproduis leurs textes en note en tant seulement qu'ils intéressent le sujet du présent exposé (2 à 7).

Il semble donc que, au point de vue ethnographique et sur la base de vérifications dont les Bulgares eux-mêmes reconnaissent l'autorité, *les deux groupes de districts méridionaux que nous venons de détacher*

(1) Pouqueville, *op. cit.*, t. II, liv. VI, p. 517.

(2) « Les Bulgares forment le noyau principal de la Macédoine à l'exception de la partie tout à fait Sud-Ouest depuis Kastoria et sur l'Indjé-Karassu (Bistritza). Les montagnes entre le bassin de Florina et de Kastoria, entre Kailari et Schatista, entre Ostrovo et Verria et entre Vodena et Niousta limitent le territoire où on ne parle que bulgare, de celui du Midi où le grec est la langue du paysan » (Ami Boué, t. II, p. 5, *op. cit.*),

(3) Cyprien Robert adopte exactement la même ligne séparative en ajoutant : « Au Midi seulement de cette ligne, le paysan de la Macédoine est grec » (t. II, p. 230, *op. cit.*).

(4) « Aujourd'hui la race bulgare est à peu près circonscrite par le Danube, le Timok et une ligne passant par les villes de Nisch, Prisrend, *Ochrida*, *Kastoria*, *Niousta*, *Salonique*, etc. » (Lejean, p. 12-29, *op. cit.*).

(5) « Plus loin la frontière (bulgare) se dirige de Devola à travers le lac de *Kastoria*, la ville valaque *Klissonna*, *Niousta*, *Salonique*, *Serrès*, etc. Irecek, p. 718, *op. cit.*).

(6) Synvet mentionne que les villes d'Ochrida et de Kastoria sont sur la limite bulgaro-serbe (p. 72, *op. cit.*),

(7) « Au delà, vers l'Est et à partir d'*Ochrida* commencent les Bulgares » (de Laveleye, t. III, p. 204, *op. cit.*).

des vilayets de Salonique et de Monastir, constituent un premier lot auquel l'hellénisme peut légitimement prétendre dans le règlement futur de la succession ottomane.

Cette conclusion, rapprochée de celle que l'examen de la question serbo-bulgare m'a suggerée, ramènerait le problème balkanique au partage de la *région centrale* de la Macédoine et impliquerait même de ce côté une nouvelle et importante simplification, si, comme pour les Grecs dans la *région méridionale*, les données actuellement acquises permettaient d'attribuer aussi aux Bulgares une sorte de préciput comprenant les circonscriptiocs administratives où l'on peut constater sans le contrôle d'un dénombrement spécial qu'ils y dominent à peu près exclusivement.

Or ces données ressortent d'une statistique scolaire qui ne saurait être récusée ici, car elle émane de la partie adverse, c'est-à-dire des syllogues helléniques ou des organes qu'ils ont inspirés (1).

On y relève en effet, sauf erreur, que, dans cinq cazas de la Macédoine du Nord-Est, les Bulgares possèdent un nombre d'écoles très supérieur à celui des écoles grecques et que, dans deux autre cazas, ces dernières font complètement défaut (2).

(1) Notamment de la *Macedonia's population*' déjà citée.

(2) Ces cazas seraient les suivants (les premiers chiffres y correspondant indiquent les écoles bulgares et les seconds les écoles grecques) : Djumaia, 18-1 ; Melnik, 26-4 ; Petritch, 8-4 (ici la statistique bulgare relève 18 écoles. Le chiffre 8 paraît erroné) ; Raslik, 16-0 ; Nevrokop, 36-5 ; Kavadar, 20 0 ; Avret-Hissar, 25-3 ; soit en tout 7 cazas, 159 écoles bulgares et 17 grecques.

D'où l'on peut déduire que la population grecque est numériquement insignifiante dans ces contrées, et cela avec d'autant plus de raison que pendant de longs siècles le clergé hellénique a eu dans toute la péninsule la direction exclusive de l'enseignement.

Je dois noter ici que, sur les quarante-six cazas formant la Macédoine entière, la statistique D. M. Brancoff en compte vingt-trois comme « habités exclusivement par les Bulgares », et que, pour les deux vilayets de Salonique et de Monastir, il y aurait sept cazas au moins à ajouter aux sept de la catégorie que j'ai cru pouvoir considérer comme « hors part ».

Il résulterait notamment de cette adjonction que la presque totalité de la région septentrionale du vilayet de Salonique devrait figurer au profit des Bulgares parmi les districts « incontestés ».

Tel n'est pas pour l'instant l'avis des Grecs dont les chiffres comparatifs ne concordent pas avec cette attribution complémentaire.

Un dénombrement ultérieur en décidera.

CHAPITRE IV

§ 13

Etendue restreinte du territoire macédonien considéré comme « *contesté* ».

Je résume les principales considérations par lesquelles j'ai cherché à élucider et surtout à simplifier les diverses questions qui constituent le problème macédonien.

La difficulté essentielle à dénouer porte sur la répartition entre Grecs et Bulgares des territoires compris dans les deux vilayets de Salonique et de Monastir.

Les Grecs se désintéressent de la destination du vilayet de Cossovo auquel leur nationalité est étrangère; mais, si je ne me trompe, ils se montrent particulièrement favorables aux Serbes dont la domination dûment reconnue dans cette partie de la Turquie d'Europe et leur annexion éventuelle au royaume de Serbie contribuerait à l'équilibre jugé désirable entre les Etats balkaniques (1).

(1) Dans une conférence tenue à Athènes en 1906, M. Karasis, recteur de l'Université, a dit : « Nous regardons la Vieille Serbie, c'est-à-dire le vilayet de Cossovo comme un sol sur lequel

Il semble qu'une entente ne peut manquer d'intervenir à ce sujet entre les deux familles slaves voisines. Ainsi que je l'ai exposé en effet, la plus grande étendue du territoire provincial dont il s'agit rentre dans les limites de la Vieille Serbie et de l'ancien patriarcat autocéphale serbe d'Ipek et sa population est en grande majorité serbe.

Il est vrai que, sur les trente cazas qui le composent, les Bulgares entendent s'en assurer douze « exclusivement habités par leurs congénères » (1).

Les futurs négociateurs serbes auront sans doute à tenir compte de cette revendication dans la mesure où une constatation contradictoire la justifiera (2).

Il est probable aussi qu'ils renonceront à soutenir toute prétention sur la région septentrionale du vilayet de Salonique, convoitée par les annexionnistes extrêmes et où l'élément serbe est notoirement en infime minorité (3).

les Serbes ont avant tout des droits historiques et ethnographiques à faire valoir ».

(1) Ces cazas seraient les suivants : Uskub, Kuprulu (Velès), Tetovo, Costivar, Koumanovo, Kratovo, Kotchani, Ichtib, Radovich, Petchevo, Palanka, Prechevo.

(2) La statistique bulgare de M. Brancoff accuse elle-même dans ce groupe de cazas la présence de plus de 37 000 Serbes. Il n'y a que dans deux cazas où elle représente la population serbe par des zéros.

(3) Cette région s'étend de la Bregalnitza, affluent du Vardar, jusqu'au Despoto Dagh à l'Est ; elle a pour limite au Nord la frontière actuelle de la Principauté bulgare et au Sud le lac Doiran ; sa superficie, d'environ 9 080 kilomètres carrés, est à peu près égale à celle du Monténégro.

Il y a là matière à transaction.

Pour ce qui est du partage entre Grecs et Bulgares des deux vilayets de Salonique et de Monastir, j'ai fait une distinction entre les districts de ces provinces qu'il y a lieu de classer *dès à présent* comme des dépendances éventuelles des patrimoines respectifs et ceux qui par suite du mélange des populations ne peuvent être alloués à l'une ou à l'autre des deux nationalités que sur la base *d'un recensement préalable.*

Les premiers comprendraient au profit des Grecs tous les cazas de la Macédoine méridionale ; les seconds, réservés aux Bulgares, seraient formés d'un groupe de cazas situés dans la Macédoine septentrionale. Les uns et les autres ont été nominalement désignés dans les notes précédentes.

Ces deux catégories de circonscriptions constitueraient une sorte *d'incontesté* mis en dehors des régions proprement mixtes qui seraient l'objet d'un dévolu ultérieur.

Comme conséquence de ce sectionnement qui, remarquons-le, repose sur des données empruntées pour la plupart des cas aux statistiques de la partie adverse, *le nombre des subdivisions administratives représentant le* contesté *dans les deux provinces macédoniennes ne dépasserait pas une vingtaine de cantons, offrant dans leur ensemble une superficie qui n'atteint pas les deux tiers de celle de la Belgique.*

Or les ambitions qu'éveille du côté bulgare et du côté grec la possession de cette portion d'héritage

relativement modeste, sont presque équivalentes et, si on les figurait en lignes géométriques, les unes se superposeraient à peu près aux autres.

On ne peut cependant se refuser à reconnaître que, en persistant dans son intransigeance, *cette rivalité irréductible assurerait le maintien indéfini du* statu quo *territorial et gouvernemental*, c'est-à-dire la continuité d'une situation aussi intolérable pour les populations elles-mêmes qu'onéreuse à plus d'un titre pour les puissances qui ont assumé leur tutelle.

Car (si j'ai réussi à le démontrer) ce serait poursuivre une chimère que de rêver la transformation de la Macédoine en une province libre, isolée à la fois des Etats congénères limitrophes.

Supposons au contraire qu'un accord s'établisse entre les nationalités balkaniques sur la répartition éventuelle des trois vilayets ottomans ; par le seul fait de cette union qui associerait des forces imposantes en vue d'un but et contre un adversaire communs, la question macédonienne serait virtuellement résolue et avec elle jusqu'à un certain point, j'ose le dire en considérant ce règlement dans toute sa portée politique, la question d'Orient elle-même.

Le gouvernement des peuples chrétiens de la péninsule des Balkans a été pour la Turquie une cause permanente de faiblesse et de dangers. Ces peuples lui sont restés constamment hostiles sous le régime d'inégalité et d'oppression que leur imposait la constitution théocratique et les traditions musulmanes. De là les ingérences étrangères qui, par une progression

naturelle, ont successivement dépouillé les Sultans de leurs principaux attributs souverains.

En abandonnant à leur sort des sujets inconciliables, de plus en plus conscients de leur valeur et de leurs droits, le pouvoir ottoman ne recouvrerait pas seulement son autonomie et sa stabilité ; il se ferait de ses ennemis des alliés, gardiens désormais aussi jaloux que lui de l'indépendance et de l'intégrité orientales.

Il me reste à justifier sous forme d'épilogue la prévision de l'événement qui réalisera un jour cette double délivrance.

CHAPITRE V

§ 14 (1)

Abandon par la Turquie des trois provinces macédoniennes de Salonique, de Monastir et de Cossovo.

Jusque vers le milieu du siècle dernier, la monarchie des Osmanlis avait été traitée par les grands Etats du continent comme une puissance asiatique qui ne pouvait justement prétendre à tous les égards que se doivent entre elles les nations policées. Cependant, menacée de mort dans son immobilité solitaire, cette monarchie avait senti le besoin de se départir des procédés demi-barbares qui la maintenaient au ban du monde civilisé, et l'Europe induite par cette conversion à l'admettre dans son concert, l'avait reconnue comme Etat européen.

Le Sultan, il est vrai, ne fut point émancipé des servitudes séculaires consenties par ses prédécesseurs ; mais, en dehors de cette subordination traditionnelle, il participa « aux avantages du droit public moderne »

(1) Ce paragraphe est particllement emprunté à mon ouvrage *La Turquie et le Tanzimat* ou *Histoire des réformes dans l'empire ottoman depuis 1826 jusqu'à nos jours* (Paris, Librairie géné rale de droit, 2 vol.

et trouva dans cette association certaines garanties générales qui manquaient jusqu'alors à l'Etat musulman.

Mais, n'hésitons pas à le dire, l'adoption de la Turquie à titre d'Etat européen reposait sur une fiction. Or dans le droit en général, et particulièrement dans celui qui régit les sociétés politiques entre elles, la fiction ne peut remplacer la vérité qu'autant qu'aucune vérité palpable n'en a démontré la fausseté.

Les grandes puissances pouvaient se croire tenues de respecter l'autorité du Sultan sur ses sujets tant qu'il leur était permis de supposer que les chrétiens d'Orient seraient désormais gouvernés d'après les principes du droit public européen. Leur réserve n'avait plus sa raison d'être du moment où il devenait évident que *le régime de l'arbitraire asiatique restait debout.*

L'inviolabilité réciproque que se reconnaissent les gouvernements souverains n'est en réalité obligatoire que pour ceux qui sont en paix les uns avec les autres. La Turquie est toujours restée virtuellement en guerre avec la chrétienté.

Ce n'est point à dire qu'elle se gère encore d'après cet ancien principe de l'Islam qu'avec les « Infidèles » il ne peut y avoir que des trêves ; mais elle reste toujours dans une situation anormale dont il est naturel qu'elle pâtisse, et cette situation résulte du fait que son gouvernement n'a rempli après la conquête aucune des conditions élémentaires *qui lui auraient permis de passer de l'occupation militaire à l'incorporation des peuples conquis.*

Ce gouvernement s'est montré incapable de toute organisation propre et de tout travail d'assimilation dans le milieu chrétien ; il n'a même pas tenté cette œuvre de rapprochement et de conciliation. Il a ignoré de parti pris les besoins sociaux des masses numériquement prépondérantes et moralement supérieures à bien des égards que la force rangeait sous ses lois, et comme il était impossible que ces besoins sociaux ne reçussent pas satisfaction, la tâche d'y pourvoir, négligée volontairement par le souverain de fait, a passé pour une large part en d'autres mains.

L'Etat musulman a été mis en tutelle (1) sous l'action d'une ingérence nécessaire et par conséquent légitime ; il ne se soutient que par l'appui des puissances étrangères et l'on peut justement lui appliquer le mot : *si cedunt, ruit.*

Une dernière expérience pèse sur lui comme une inévitable condamnation.

Depuis plus de trois ans « une effroyable anarchie » (2) règne dans les trois provinces orientales que la Russie avait émancipées et que le Congrès de Berlin avait replacées sous l'autorité directe du Sultan. Un banditisme sauvage y répand la terreur par ses pillages, par ses assassinats, par ses violences de toutes sortes et il n'est pour ainsi dire aucun village, aucun hameau, aucun lieu habité qui soit resté à l'abri de ses forfaits.

(1) Dépêche du Duc Decazes, du 10 janvier 1876.

(2) Expression de M. Petkow, ministre de l'intérieur de Bulgarie.

Et jusqu'à ce jour, non seulement la Porte a été impuissante à déraciner un mal en quelque sorte endémique qui s'aggrave sans cesse, mais elle s'est rendue responsable de ses progrès en entravant de propos délibéré le concours de la force répressive que les puissances lui avaient préparé (1).

La mesure des atermoiements est comble et l'éventualité d'une déchéance, disons d'un exode trop longtemps différé paraît inévitable.

§ 15

Maintien de la souveraineté ottomane à Constantinople et dans la province d'Andrinople.

On écartera sans doute dans les conditions présentes ce que j'appellerai la solution majeure qui consisterait à refouler l'Osmanlis sur la côte asiatique d'où il est sorti.

Par qui le remplacer à Constantinople, dirait-on, en se figurant le conflit des ambitions que susciterait

(1) « Les autorités ottomanes restent inférieures à leur tâche pour la répression des crimes commis par les bandes ; leur inaction est pour ainsi dire systématique » (note austro-russe du 8 décembre 1904).

« La Turquie n'a rien fait pour appliquer les réformes décrétées » (dépêche n° 4 du Livre jaune de 1905).

« La Turquie considère avec plaisir les luttes entre chrétiens et ne prend aucune mesure pour les faire cesser » (dépêche n° 91 Livre jaune de 1905).

une telle vacance au sein des Etats non unis du continent européen ?

Assurément l'histoire légitimerait les prétentions des Grecs à cette succession et il fut un temps où la « grande idée » dont ils s'entretenaient, celle de la restauration de l'Empire d'Orient, n'était pas aussi chimérique qu'elle le paraît à présent. Telle était notamment vers la fin du XVII[e] siècle l'aspiration des Hétairistes pour lesquels la tradition byzantine se confondait avec la renaissance nationale.

Alors, comme je le rappelais au début de ces études, l'hellénisme sous le couvert de l'orthodoxie maintenait sa suprématie sur les chrétiens ottomans et il pouvait considérer ces coreligionnaires comme des auxiliaires acquis à ses entreprises.

Depuis, « ces frères barbares » se sont pour la plupart émancipés ; ils sont devenus des concurrents qui, eux aussi, les Bulgares surtout, songent peut-être à réaliser le rêve de leurs anciens chefs qui se sont présentés plus d'une fois sous les murs de Byzance (1).

Aujourd'hui l'abandon du Bosphore à l'un ou à l'autre de ces rivaux serait le signal d'une lutte acharnée qui ne ferait que réveiller les convoitises d'un troisième et plus puissant compétiteur.

(1) Aux VI[e] et au X[e] siècles.

On lit dans une brochure bulgare parue au millénaire des apôtres Cyrille et Méthode : « Nous devons agir d'abord en Macédoine ; le tour de la Thrace et *du reste* viendra après· La circonscription d'Andrinople et la Macédoine sont des pays bulgares et ne peuvent appartenir qu'aux Bulgares ».

Pour les Slaves orientaux en particulier, si, se prévalant de leur situation géographique, ils se montraient résolus, comme on n'en peut douter, à interdire aux Grecs l'occupation de Stamboul, ils ne pourraient que difficilement s'y maintenir eux-mêmes, car, peuples pasteurs et agriculteurs, ils n'ont point les aptitudes que réclame l'exploitation d'une position maritime aussi importante (1).

On exclut naturellement l'hypothèse de la prise de possession des Détroits par l'un des grands Etats d'Occident. Celui qui, en en disposant, commanderait les deux mers méditerranéennes et confinerait à trois continents, deviendrait par sa prépondérance commerciale et politique une menace pour les autres : l'Europe serait en présence du danger contre lequel elle s'est longtemps défendue en mettant obstacle aux desseins de la Russie (2).

L'empereur Joseph II déclarait que jamais les Turcs ne sortiraient de Constantinople, parce que l'on ne saurait s'accorder sur le choix de leur successeur. « C'est leur félicité (aux peuples commerçants), disait de son côté Montesquieu, que Dieu ait permis qu'il y ait dans le monde des nations propres à posséder inutilement un grand Empire ».

Ce sont apparemment des considérations de cet or-

(1) Dépêche de lord J. Russel à Sir H. Bulwer, du 24 septembre 1861.

(2) « Constantinople à la Russie, disait Napoléon en 1807, jamais ! C'est l'empire du monde. »

dre qui, à l'époque du Traité de Tilsit, présidèrent au partage projeté de quelques-uns des Etats ottomans entre la France, l'Autriche et la Russie. Le sultan devait garder sa capitale avec la partie de la Thrace située entre Enos et Bourgas.

Constantinople, en effet, quelles que soient les mains qui le détiennent, pourrait d'autant moins rester isolé sur la côte européenne que la presqu'île des Dardanelles et son détroit en sont une dépendance nécessaire. Un boulevard suffisamment étendu devrait le séparer des Etats voisins et protéger ses abords.

La Thrace, circonscrite par les Balkans et par le Rhodope avec ses derniers contreforts vers la mer Egée, répondrait merveilleusement à cette destination, car elle forme avec ses frontières terrestres et les côtes maritimes depuis le cap Eminieh dans l'Euxin jusque vers l'embouchure du Karassu, l'ancien Nestus, un quadrilatère d'une défense facile, immense camp retranché que la nature paraît avoir ménagé au possesseur privilégié du Bosphore, région fertile entre toutes, de trois mille lieues carrées de surface, qui peut se suffire à elle-même par sa production et par ses débouchés.

L'autorité du Sultan resterait intacte dans les limites de ce vaste territoire où la population turque déjà en majorité s'accroîtrait à la longue par l'immigration successive des musulmans établis au Nord des Balkans et à l'Est du Rhodope.

Maître incontesté de ce domaine européen, de l'Asie

Mineure, de l'Arabie, du Bosphore et des Dardanelles le Commandeur des croyants posséderait encore l'un des plus beaux royaumes du monde.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION MACÉDONIENNE

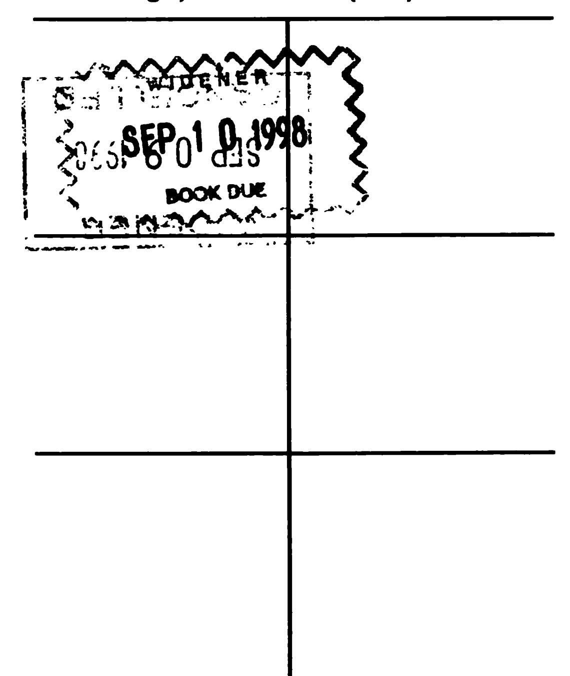
SECONDE PARTIE

SOLUTION DE LA QUESTION MACÉDONIENNE

LAVAL. — IMPRIMERIE L. BARNÉOUD ET Cie.

LAVAL. — IMPRIMERIE L. BARNÉOUD ET Cie.


3 2044 025 023


WIDENER
SEP 1 0 1998
BOOK DUE

